

# Economie+ Gabon

& BUSINESS FINANCES

**SAHEL**  
ARCHITECTURE RESEAU - SYSTEME & NOUVELLES TECHNOLOGIES



Informer - Communiquer - Recruter - Fidéliser

Infoline : +241 01 77 85 68 / +241 04 83 00 04

PÉRIODIQUE DES DIRIGEANTS ET LEADERS D'OPINION

Mensuel gratuit, ne peut être vendu

## L'ESSENTIEL

### VIE ECONOMIQUE



Femme chef d'entreprise :  
Mme Sarah TRABOULSI  
« Les femmes sont  
plus honnêtes et  
plus intègres »

Lire p.5

### FOCUS



Fridolin Mve Mintsu du SENA  
« Aux enseignants,  
je garantis que nous  
défendrons leurs  
intérêts. »

Lire p.20

### SOCIAL & SOLIDAIRE



Cancer du col de l'utérus et du sein  
Faites-vous dépister  
et vous vivrez

Lire p.22

### EMPLOI ET FORMATION



Entreprises et droits de l'homme  
Comblar le fossé entre  
la loi et la pratique

Lire p.25

## DOSSIER

## Transport et Logistique

# Clé de l'émergence



**LA LOGISTIQUE**, un apport considérable pour un développement socioéconomique efficient du Gabon

**AIR FRANCE**, candidat à l'ouverture d'une desserte directe entre Port-Gentil, Paris et le reste du monde, en complément de la desserte de Libreville.

**LA CNNII** relève le grand défi logistique et organisationnel

**BOLLORE Logistics** Gabon et Environnement : développement de transports propres et gestion intelligente de l'énergie via des technologies innovantes



Lire p.13-19

# AIRFRANCE

FRANCE IS IN THE AIR



BETC

## PARIS DONNE DES AILES

M'BOLO SAMBA À PARTIR DE

**590 000 FCFA** TTC  
A/R

AIRFRANCE\_KLM

WWW.AIRFRANCE.G

Vols quotidiens au départ de Libreville. Tarif aller/retour disponible jusqu'au 17/12/2014, toutes taxes comprises et hors frais de service. Billet achetable au minimum 7 jours à l'avance. Offre soumise à conditions et modifiable sans préavis. Renseignez-vous auprès d'Air France.



# Sommaire N°33

VIE ECONOMIQUE

4-12

**SALWA EL MOUSSAOUI DE NOVA POWER**

“Égalité homme et femme est en elle-même synonyme de croissance”

**LE QUART DE SIÈCLE D'OLAM EN AFRIQUE**

Première récolte de noix de palme du projet Olam Gabon

**FINATRA**

Le crédit-bail a l'avantage de ne pas grever les fonds propres des entreprises

DOSSIER TRANSPORT ET LOGISTIQUE

13-19



FOCUS

20

**ENTRETIEN AVEC FRIDOLIN MVE MINTSA DU SENA**

« Aux enseignants, je garantis que nous défendrons leurs intérêts. »

DEVELOPPEMENT DURABLE

21

Enjeux de la RSE dans le contexte africain

**RISQUE D'INONDATION**

L'OCDE alerte sur la vulnérabilité croissante des villes côtières

SOCIAL & SOLIDAIRE

23

**AGIR CONTRE LE CANCER DU COL DE L'UTÉRUS ET DU SEIN**

Faites-vous dépister et vous vivrez

EMPLOI ET FORMATION

24-25

**ENTRETIEN AVEC ZOUHEIR AZZEDDINE ESSAID, DIRECTEUR DE FORMATION**

Un centre de formation aux métiers de la sécurité industrielle et de la formation professionnelle à Libreville

LE CARNET

26

**EXPOSITION À L'INSTITUT FRANÇAIS**

Le CEFEB a 50 ans

**CONSO & SANTÉ : GUERRE CONTRE LE SEL**

Trop de sel c'est mauvais pour le cœur

## Édito

## Un Gabon économiquement attractif et un magazine proactif

Nous nous acheminons lentement mais sûrement vers la fin de l'année 2014 avec tous ses bonheurs et malheurs. Cependant, nous ne retiendrons que le côté positif de l'année en cours parce que nous nous sommes efforcés de mettre en exergue, durant toute l'année, les forces vives de l'activité économique gabonaise à travers les femmes et les hommes qui, quotidiennement, lui confèrent son dynamisme. Un dynamisme confirmé par les différentes rencontres d'affaires, en particulier les forums économiques organisés à Libreville avec nos partenaires du Maroc, de l'île Maurice et de la Tunisie. Au bout du compte, la signature de dizaines de conventions tant avec l'administration publique qu'avec les dirigeants du secteur privé traduit véritablement l'attractivité d'un pays en pleine croissance économique.

C'est la conséquence d'une stabilité politique et sociale consolidée, corollaire d'une bonne santé économique du pays certifiée par une meilleure évaluation de la zone CEMAC attribuée par le groupe COFACE avec un niveau B pour le meilleur risque-pays de la sous-région Afrique Centrale, et un niveau C pour l'environnement des affaires. Des résultats que notre publication a insérés dans les colonnes de sa rubrique « *Vie Economique* » à travers la couverture médiatique de ces événements par une équipe de journalistes et de commerciaux proches du terrain, conscients des enjeux économiques du pays et de notre magazine.

Au menu de ce numéro centré sur les infrastructures de transport, axes essentiels de la stratégie de développement du Gabon, il y a la logistique, un maillon économique incontournable. En effet, au Gabon, pays en plein développement, l'organisation de la logistique y est en constante amélioration.

Nous complétons nos rubriques par un notre dossier spécial sur les Femmes entrepreneures. Une manière de donner mensuellement la parole aux femmes dirigeantes d'entreprise parce que, selon l'OCDE, « *des femmes dans des métiers d'hommes, c'est bon pour la croissance* ». En même temps, nous préparons, pour le numéro 34 du mois de novembre, un éclairage sur deux fers de lance du secteur des services qui boostent actuellement l'économie gabonaise : les banques et les assurances. Les secteurs des assurances et des banques occupent les premiers rangs dans la sous-région, et présentent une marge de croissance importante.

La politique de soutien des entreprises et l'innovation des acteurs de ce marché (soucieux de développer des produits encore plus adaptés aux besoins de la population) permettront sans nul doute de confirmer les bons résultats engrangés et les meilleures performances de l'ensemble de la zone CEMAC de ses dernières années. Et enfin, le numéro de votre journal consacré à la fête, que toutes les familles attendent avec impatience et enthousiasme, sera pour les grandes distributions et les grandes enseignes de la gastronomie. Nous espérons un grand engouement de la part de nos annonceurs pour que la fête soit la plus belle possible, et de toute façon inoubliable.

Dr Neltoh



**GESTION ET ADMINISTRATION :**

Gérant : Philippe Chandezon  
pchandezon@economie-gabon.com

**Directeur de la publication :**

Philippe Chandezon  
pchandezon@economie-gabon.com

**Comité de rédaction :**

Neltoh NARGO  
PAMBO MOUSSOUNGOU  
Annie-Laure CORDIER  
laredaction@economie-gabon.com  
contact@economie-gabon.com

**Correspondant Royaume-Uni :**

Blanche Matchanga  
laredaction@economie-gabon.com

**Correcteur / Rewriter :** Rodrigue NDONG

contact@economie-gabon.com

**Responsable Multimédia :**

Annie-Laure CORDIER  
Tél. : +241 01 44 11 62  
Cell. : +241 04 79 49 05  
contact@economie-gabon.com

**Responsable Réseau de distribution**

Louis Georges AGONDJO  
servicecommercial@economie-gabon.com

**Rédacteur en chef éditorial :**

Neltoh NARGO  
laredaction@economie-gabon.com

**Publicité & Marketing :**

Bruno FRETTE : +241 01 44 11 62  
Sentiment NGWA : +241 07 25 85 38  
contact@economie-gabon.com  
servicecommercial@economie-gabon.com

**Directeur artistique :** Thomas Ouédraogo

**Infographie & montage :** ©Studio Araignée Sarl

**Impression :** Multipress Gabon 5280/13

**Tirage :** 10 000 exemplaires

**Informations Légales :**

MOBILITY MEDIA AFRICA Société éditrice de : Economie Gabon+ Sarl au capital de 85.000.000 FCFA - RCM N°2010B09428  
Numéro statistique : 771 619 H  
Récépissé de déclaration de constitution d'un organe de presse : N°0165/MCPEN/SG/DCOM du 3 juin 2010

**Siège social :** immeuble BICP, BP 4562 Libreville-Gabon  
Tél. +241 01 44 11 62

**Site Internet :** www.economie-gabon.com

**Facebook :** facebook.com/economiegabon.plus

**Twitter :** twitter.com/EconomieGabon



## FEMMES ENTREPRENEUSES

# Encourager les femmes à oser et à foncer davantage

Les femmes composent plus de la moitié de la population d'Afrique en général et du Gabon en particulier. C'est dire leur poids dans la société. Cependant, elles sont encore beaucoup moins nombreuses que les hommes à créer leurs entreprises. Parmi les obstacles qui entravent encore leur volonté d'entreprendre, on range la culture, les traditions, les réflexes sexistes, les stéréotypes, l'autocensure, une plus grande aversion du risque, la conciliation difficile entre vie professionnelle et vie familiale, l'absence de financement et le rapport à l'argent.

Par le Dr. Nelto

Les institutions financières internationales et africaines, telles que la Banque mondiale (BM), le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque africaine de développement (BAD), accordent désormais une place grandissante aux femmes. Tant dans les projets qu'elles soutiennent et financent, qu'en leur sein même, parmi leurs personnels. Elles se sont engagées à encourager les femmes à oser et à foncer davantage, à ne pas hésiter à aller plus loin, à avoir de l'ambition, à rêver plus haut et plus grand, à ne pas hésiter à sortir des sentiers battus. Parce que tout simplement elles ont parfois tendance, en tant que femme, à s'autocensurer, à hésiter, à se remettre en question.

Pour remédier à ce manque de confiance en soi dans l'environnement des affaires, les femmes entrepreneuses doivent s'entraider, soutenir les femmes des générations qui les suivent, partager leurs savoirs et leurs expériences avec elles, les encourager et mettre leurs potentiels en valeur pour qu'elles se fassent davantage confiance. Aujourd'hui, l'on voudrait pourtant croire que les mentalités ont évolué. L'on voit arriver de plus en plus de jeunes femmes sorties des grandes écoles avec une plus forte confiance en elles. Il faudrait maintenant qu'elles soient plus nombreuses dans les entreprises les plus innovantes pour relever les défis.

## Réduire la pauvreté par l'autonomisation des femmes

C'est la vision de Mme Madeleine Berre, le tout nouveau président de la CPG, qui veut davantage de femmes entrepreneuses à la Confédération Patronale Gabonaise. Elle veut les savoir plus nombreuses et plus impliquées en adhérent au patronat.

« Aujourd'hui, nous avons de plus en plus de femmes dirigeantes d'entreprise. Je les exhorte à s'impliquer davantage parce que mes collègues sont très en phase avec la gent féminine et je n'ai aucun souci de ce côté-là », assure-telle.

Mieux, au niveau des institutions financières internationales citées plus haut, on encourage l'autonomisation des femmes en Afrique, en insistant sur l'importance de la parité hommes-femmes à travers leurs programmes de développement. C'est dans ce cadre que les institutions de Brettons Wood ont mis en place un Laboratoire d'innovation de la Banque mondiale travaillant sur la parité hommes-femmes en Afrique. Ce Laboratoire sur la parité hommes-femmes utilise des évaluations d'impact pour déterminer de quelle manière les projets améliorent la vie des femmes africaines.

M. Makhtar Diop, le vice-président de la Région Afrique de la Banque mondiale, qui était récemment en visite au Gabon, a affirmé à ce sujet qu'il est indispensable de disséminer le savoir développé par le Laboratoire sur la parité hommes-femmes. « Cette équipe est toujours en mouvement et elle est prête à se rendre dans n'importe quel pays africain, à en parler aux parlementaires ou à quiconque dans la société et à expliquer que les choses bougent dans le domaine de la parité hommes-femmes en Afrique », précise-t-il.

Réduire la pauvreté par l'entrepreneuriat est une façon de favoriser l'autonomisation des femmes gabonaises et africaines. Celles-ci représentent plus de la moitié de la population d'Afrique. Elles ont le potentiel de transformer de microstructures en entreprises prospères. Les femmes, chefs d'entreprises et dirigeantes, sont les piliers d'une croissance inclusive induite par le secteur privé en Afrique. C'est pourquoi, la promotion des femmes chefs d'entreprises, dans le cadre des programmes de développement des PME, est devenue l'une des priorités de la BAD.

## Favoriser l'acquisition des connaissances et l'accès au financement pour les femmes entrepreneuses

Concernant le renforcement de l'autonomisation des femmes dans les secteurs économiques majeurs, les opérations du département de la BAD dédié au secteur privé développent et coordonnent, de façon proactive, des actions en partenariat avec les institutions financières multilatérales et bilatérales de développement, les banques régionales de développement, ainsi qu'avec les institutions financières du secteur privé, à travers des programmes spécifiques, des initiatives et des projets ad hoc.

A preuve, la première femme africaine propriétaire d'une mine de manganèse est Sud-Africaine. Aidée par la BAD, Kalagadi Manganese a développé un programme de consolidation des PME et de promotion de l'entrepreneuriat féminin, conformément à sa politique de genre en faveur de l'égalité entre les sexes, de l'autonomisation des femmes et du développement d'entreprises et d'entrepreneurs au féminin. « Je suis passionnée par les droits des femmes et leur autonomisation. Je crois sincèrement que les femmes ont un rôle important à jouer dans l'industrie minière, si elles sont prêtes à s'engager pleinement. Je crois avoir une responsabilité sur ce sujet de l'autonomisation des femmes et de l'élimination des obstacles inhérents à l'industrie minière. C'est pour cette raison que j'insiste pour que 50 % de nos employés soient des femmes - même sur le site minier

», a déclaré Daphne Mashile-Nkosi, présidente-directrice générale de Kalagadi Manganese (Pty) Ltd.

La BAD a pour ambition de favoriser l'accès au financement pour les femmes entrepreneuses. Or, pour une femme entrepreneuse en Afrique ou au Gabon, accéder à des financements n'est pas chose aisée. Quand elles sollicitent un prêt, il arrive que le banquier leur demande ce que fait leur mari. Résultat, leur mise de départ est souvent bien inférieure à celle des hommes, et les projets de moins grande ampleur.

Par conséquent, le renforcement des capacités et des opportunités pour les femmes et les filles constitue une priorité majeure parce qu'il peut stimuler la productivité et la participation de la moitié de la population africaine à la croissance de nos économies. En effet, pour promouvoir l'entrepreneuriat féminin, il faudrait d'abord mettre l'accent sur l'acquisition des connaissances, le développement des compétences et la protection des droits juridiques et de propriété.

## Femmes, moteur pour le développement

Faut-il aussi le rappeler, les femmes sont un moteur pour le développement en Afrique.

Elles représentent plus de la moitié de la population et la majorité des MPME (micro, petites et moyennes entreprises, soit près de 90 % des entreprises en Afrique) sont dirigées par des femmes (ou leur appartiennent). Ces entreprises sont un vivier d'emploi fantastique. Les soutenir, c'est donc soutenir la croissance et atténuer les effets de la crise. Donald Kaberuka, le président de la Banque africaine de développement, l'affirme haut et fort : « La participation des femmes entrepreneuses à l'économie africaine est vitale. Nous travaillons ensemble pour leur renforcement. Elles travaillent pour l'avenir de l'Afrique. »

Aujourd'hui, la réalité des femmes africaines est en train de changer. Elles ont le monde à leur portée. Le conseil qui leur est donné est de poursuivre leurs rêves et faire ce pour quoi elles sont passionnées, d'étudier et de se lancer dans toutes les carrières, de s'impliquer dans la vie citoyenne, la vie publique, mais aussi de prendre le temps de voir leurs enfants grandir. Les carrières peuvent attendre, mais les premières années d'un enfant sont une période unique et magique. L'arrivée croissante des femmes dans le monde du travail pose la question de l'équilibre d'une vie familiale. Mais cette question est valable pour les hommes aussi, du reste.

Source : BAD

Inscrivez-vous à la **newsletter gratuite** en consultant notre site



[www.economie-gabon.com](http://www.economie-gabon.com)





MME SARAH TRABOULSI

# « Les femmes sont plus honnêtes et plus intègres »

La quarantaine révolue, Mme Sarah Traboulsi Delafosse, mariée et mère de quatre enfants, est une femme entrepreneure depuis 1999, date de création de sa première entreprise. Elle est aujourd'hui Directrice des moyens généraux à « LA REGIONALE SA », une Société pure Player basée à Abidjan, aux 2 Plateaux les Vallons. C'est une Société d'informations générales dont le site [www.laregionale.com](http://www.laregionale.com) est présent sur 21 pays de la CEDEAO et de la CEMAC depuis le 1er juillet 2014. Mme Sarah Traboulsi est une femme active, pleine de vitalité et de dynamisme qui veut, comme le disent les Espagnoles, « está para comerse al mundo ». Une femme entrepreneure ivoirienne, qui a du poing et qui n'a pas peur des mots, à en juger par ses affirmations dans cet entretien qu'elle nous a accordé.

Propos recueillis par Dr Nelto Nargo

**Eco Gabon + : Les femmes ont souvent du courage et de l'opiniâtreté, mais moins de confiance en elles pour aller dire qu'elles sont les meilleures : quel est votre jugement ?**

**Mme Sarah TRABOULSI DELAFOSSE :** Je ne dirais pas qu'elles manquent de confiance en elles, je pense plutôt qu'elles sont plus humbles et ont moins tendance à la course à la reconnaissance. A-t-on besoin de dire qu'on est meilleure ? N'est-il pas mieux de laisser les autres en juger par eux-mêmes. Si les résultats parlent d'eux-mêmes, cela est déjà assez gratifiant à mon avis.

« La réussite d'un projet n'est certainement pas liée au fait que ce soit un homme ou une femme, mais à ses compétences réelles, son savoir-faire, son faire-savoir et surtout, surtout, à son réseau. »

**Eco Gabon + : Etre une femme et entrepreneur, un parcours de combattante ? Est-ce vrai ?**

Certainement qu'être homme et entrepreneur est également un parcours du combattant. Mais il est vrai que, malheureusement, l'on nous voudrait aux fourneaux et à la sortie des écoles uniquement. Lorsque vous portez un projet d'une certaine envergure, vous êtes doublement attendue au tournant. Alors qu'en réalité, la réussite d'un projet n'est certainement pas lié au fait d'être un homme ou une femme, mais à ses compétences réelles, son savoir-faire, son faire-savoir et surtout, surtout, son réseau.

« Malheureusement, nombreux sont les hommes qui en sont encore à penser que la femme n'a pas les capacités de les égaier ».

**Eco Gabon + : La création d'entreprise, observe-t-on, garde l'image d'un milieu un peu guerrier et les femmes malgré un super parcours sur le papier, ne trouvent pas leur place dans l'entreprise, en particulier dans les grands groupes ? Qu'en dites-vous ?**

En général, ces grands groupes sont dirigés par des hommes, n'est-ce pas ? Dans un environnement largement régi par les normes masculines, malheureusement beaucoup de ces personnes en sont encore à penser que la femme n'a pas les capacités de les égaier. Il faut savoir qu'au sortir des études, la jeune femme se retrouve avec deux fois plus de challenges que le jeune homme. On lui demande alors de se battre sur deux fronts, autant sur celui de la construction de sa vie professionnelle que sur celui de sa vie personnelle. Elle va se retrouver avec des handicaps que son collègue homme n'a pas : grossesse, enfants, entre autres. Si le patron a besoin qu'un de ses éléments aille 3 mois au Groeland et qu'il a le choix entre un jeune homme et une jeune femme, il est évident qu'il ne choisira pas la jeune dame, non parce qu'elle n'en n'a pas les capacités intellec-

tuelles, mais il se dira qu'il ne peut pas priver une famille de son rocher pendant 3 mois. Et le jeune homme parti en mission recevra une promotion et ainsi de suite.

« La femme a tous les atouts d'une bonne directrice financière, d'une bonne responsable de ressources humaines, d'une excellente manager »

**Eco Gabon + : Si l'on observe dans le milieu des affaires ou dans tout autre secteur d'activité que les femmes gardent une tendance à la gestion en bonne mère de famille, pourquoi à diplôme égal, ne leur confie-t-on pas la direction des entreprises ou des postes de responsabilité aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé ? Leur reconnaît-on cette valeur ?**

L'on peut dire que nous n'avons pas les capacités de gérer des entreprises, mais si l'on s'attarde un tout petit peu sur l'organisation de la mère de famille, depuis la nuit des temps, vous verrez bien que la femme a tous les atouts d'une bonne directrice financière, d'une bonne responsable de ressources humaines, d'une excellente manager. La femme est le garant de la morale de la famille. La femme évite les malversations parce qu'elle tient au nom de sa famille, de son époux. La société gagnerait à faire un peu plus confiance aux femmes. Les femmes sont plus honnêtes et plus intègres, on peut quand même se l'avouer.

**Eco Gabon + : Les femmes dirigeantes vraiment mieux que les hommes ?**

Il est prouvé que les femmes prennent plus d'initiatives que les hommes, et arrivent un peu mieux qu'eux à développer le travail d'équipe. Si l'on rajoute l'intégrité, la motivation des équipes, elle fait ressortir ses qualités de mère.

« Si vous remarquez, nos jeunes sœurs sont plus diplômées que leurs aînées, mais elles ont également compris que le bonheur ne se limite pas à une carrière bien pleine avec une vie personnelle quasi-vide. »

**Eco Gabon + : Selon une étude britannique, la tendance à s'excuser pour tout et surtout dans leur volonté de concilier vie professionnelle et vie privée, la tendance à attendre passivement que leur travail soit remarqué, plutôt que de faire connaître leurs succès, la peur du risque et le syndrome de la bonne élève constituent les obstacles culturels qui freinent encore l'accès des femmes aux postes à responsabilités. Est-ce le cas des**

**« La réussite d'un projet n'est certainement pas liée au fait que ce soit un homme ou une femme, mais à ses compétences réelles, son savoir-faire, son faire-savoir et surtout, surtout, à son réseau. »**



Sarah Traboulsi, Directrice des moyens généraux à « LA REGIONALE SA »

**femmes africaines et de la femme gabonaise en particulier ?**

Les femmes sont naturellement freinées dans leur accès aux postes de responsabilités mais pas pour les raisons que cette étude donne. S'excuser pour tout, attendre passivement... ? Je ne sais pas où cette enquête a été faite (rires). Non je pense juste que les raisons naturelles qui feraient que la femme est, dans une certaine période de sa vie comme lors de grossesse ou de la petite enfance des enfants, ou lorsqu'elle doit suivre le mari qui part en mutation, etc., sujette à moins de disponibilité que les hommes sont les raisons qui la défavorisent réellement.

**Eco Gabon + : Hommes et femmes ne sont toujours pas égaux au travail, même si certaines entreprises changent la donne. Pourquoi la femme n'est-elle toujours pas dans notre société l'égale de l'homme au bureau ?**

Pour moi ceci est un débat qui n'existe plus. La femme n'a pas être l'égale de l'homme. La différence s'est faite depuis notre création. Si Dieu avait envie qu'on soit pareils, il nous aurait créés pareil tout simplement. Pourquoi a-t-il donné des missions différentes à chacun d'entre nous ? Pourquoi l'un est-il « papa » et l'autre « maman » ? A ces questions, nous n'aurons jamais de réponse. Personnellement je ne cherche à être l'égale de personne. Nous travaillons par besoin, par plaisir, pour notre épanouissement, pour notre famille, pour notre nation. Ce n'est pas une course. Chacun vit sa légende personnelle.

**Eco Gabon + : Les femmes manquent-elles d'ambition ?**

**Mme Sarah TRABOULSI DELAFOSSE :** Oh que non ! Les femmes sont loin de manquer d'ambition, elles ont juste décidé de ne plus se battre sur un terrain miné, victimes des règles non écrites du monde de l'entreprise. Si vous remarquez, nos jeunes sœurs sont plus diplômées que leurs aînées, mais elles ont également compris que le bonheur ne se limite pas à une carrière bien pleine avec une vie personnelle quasi-vide. Elles essaient de trouver le juste milieu ; le fameux bonheur auquel tout le monde aspire. Et puis au finish, à être moins payées qu'eux, autant arrêter un combat où l'on ne va pas à armes

égales, non ?

« J'adore voir les offres d'emploi avec la mention disant que l'on encourage les demandes féminines. »

**Eco Gabon + : La parité homme et femme est-elle aujourd'hui possible dans notre société et particulièrement en entreprise ou dans l'administration publique de notre pays ?**

Je ne crois pas en la parité sur la présence homme/femme en entreprise ou dans la société. D'abord les hommes sont d'office plus disponibles que nous. Ils sont également plus courtisans que nous. Automatiquement pour 1 poste il y aura 10 hommes contre 2 femmes. J'adore voir les offres d'emploi avec la mention disant que l'on encourage les demandes féminines, bon on a compris que le sujet plait, il donne l'illusion qu'on veut le changement, l'évolution de la société dans ce sens, mais bon, je n'y crois pas trop.

**Eco Gabon + : Selon l'OCDE, lutter contre les inégalités hommes-femmes permettrait de stimuler la croissance : des femmes dans des métiers d'hommes, c'est bon pour la croissance. Quel est votre commentaire ?**

A-t-on réellement des « métiers d'hommes » dans ce monde d'aujourd'hui ? Je pense qu'aujourd'hui les femmes embrassent presque tous les métiers. Je regardais une émission sur les assises des pilotes d'une grande compagnie aérienne internationale et j'y ai vu des femmes en nombre assez intéressant. Les métiers d'hommes, il n'y en a presque plus. Si vous en connaissez, dites-le moi.

**Chacun a sa place dans la société.**

**Eco Gabon + : Quelles sont les réformes qu'il faudrait nécessairement engager pour que les femmes prennent une part active dans la création d'entreprise afin de contribuer à la création de la richesse et de l'emploi ? C'est-à-dire créer une classe de femmes entrepreneures.**

Bon, comme vous l'avez compris depuis le début, je n'aime pas segmenter femme et homme. Moi je me suis toujours battue dans ma vie professionnelle sans me dire que je suis une femme, etc., etc. Il faut savoir que nous avons deux groupes de femmes entrepreneuses, celles qui y arrivent par survie et celles qui y arrivent par choix. Le 1er groupe est largement en tête parce que de leurs activités dépendent leurs familles, les études de leurs enfants, etc. Ce sont celles qui n'ont pas



## FEMME ENTREPRENEURE/MME SARAH TRABOULSI



fait de grandes études. Elles sont super organisées. Par contre le deuxième groupe a peut-être besoin d'être secouées. Ce sont des personnes qui ont fait de bonnes études, qui préfèrent la sécurité d'un emploi, ont peur d'affronter les problèmes du chef d'entreprise. Elles ont en général été affectées par les inégalités de traitement homme/femme et craignent d'aller plus loin. Il faut juste leur apprendre à sortir de leur petit confort et à aller au charbon.

**Eco Gabon+ :** Pour finir, quelle est votre vision pour une pleine intégration de la femme gabonaise dans l'économie nationale ?

Je pense que la femme est déjà bien intégrée et ce depuis la nuit des temps. Les missions de chacun lui ont été données dès le départ, pourquoi tenons-nous absolument à changer la donne ? J'ai rencontré une grande psycho-

thérapeute d'environ 70 ans qui part une fois par an faire des conférences dans le monde. Elle a changé ma vision de la vie. Elle m'a appris que lorsqu'on est jeune, on se bat pour être l'égale de l'homme. Mais que nous ne nous battons pas pour le bon combat. Avec l'expérience, nous réalisons que le but dans la vie est notre épanouissement, celui de notre famille, de notre entourage et par ricochet la société. Les femmes ont toujours participé activement à l'économie nationale, elles maîtrisent le vivier par exemple. Il y a des domaines complètement sous notre contrôle. Chacun a sa place dans la société. Sachons juste exceller là où nous avons décidé d'être. Non pour prouver quoi que ce soit aux autres.

**Eco Gabon+ :** Mme la directrice, ne dit-on pas que tout est bien qui finit bien ? Assurément nous concluons en beauté cette interview très enrichissante en vous posant cette dernière question d'ordre personnel : si l'on vous demandait de rédiger votre profil, comment le présenteriez-vous ?

Je suis tout ce qu'il y a de plus atypique. Je

suis chef d'entreprise depuis 1999 et comme ces femmes dont je vous parlais plus haut, je suis devenue chef d'entreprise par survie. J'ai dû abandonner mes études de sciences économiques parce que j'attendais mon 1er fils. Mais à peine il avait 1 mois que je me jetais dans le monde du travail. J'ai terminé ma formation sur le terrain et non dans les amphithéâtres. Je suis un pur produit terrain. J'ai toujours

adoré les défis, j'aime bien dire que je suis un kamikaze et j'avoue avoir été plus femme d'affaires que femme d'intérieur. Je n'ai pas vu mes enfants grandir. De projets en projets, je suis toujours allée au-delà de mes rêves. J'ai créé ma 1ère entreprise à 30 ans. Aujourd'hui à 45 ans, j'estime avoir fait ma part. J'ai créé des emplois, j'ai permis à des familles de vivre, mes enfants ont grandi. J'aspire dorénavant plus à un épanouissement personnel, à travers le bien-être de mon époux et celui de nos enfants. Je ne passe plus mon temps en voyage d'affaires ou à travailler tard au bureau. Ma recherche du bonheur est dorénavant au centre de ma famille. Mes priorités se sont déplacées. Pour notre plus grand bonheur.

## SALWA EL MOUSSAOUI, NOVA POWER DE CASABLANCA

# “Égalité homme et femme est en elle-même synonyme de croissance”

Nous nous sommes engagés, dans une ambition légitime, à faire du magazine Economie Gabon+ le périodique des dirigeants et leaders d'opinion, une tribune offerte aux acteurs économiques des deux sexes. Et dans cette sous-rubrique « Femme entrepreneure » de « Vie Economique », nous privilégions la gent féminine pour valoriser davantage les femmes du monde des affaires et faire des émules. Cette tribune est donc à vous, mesdames les entrepreneures. Notre première intervenante sera Salwa El Moussaoui, de Nova Power, acteur majeur dans toutes les prestations professionnelles de services du secteur énergétique.

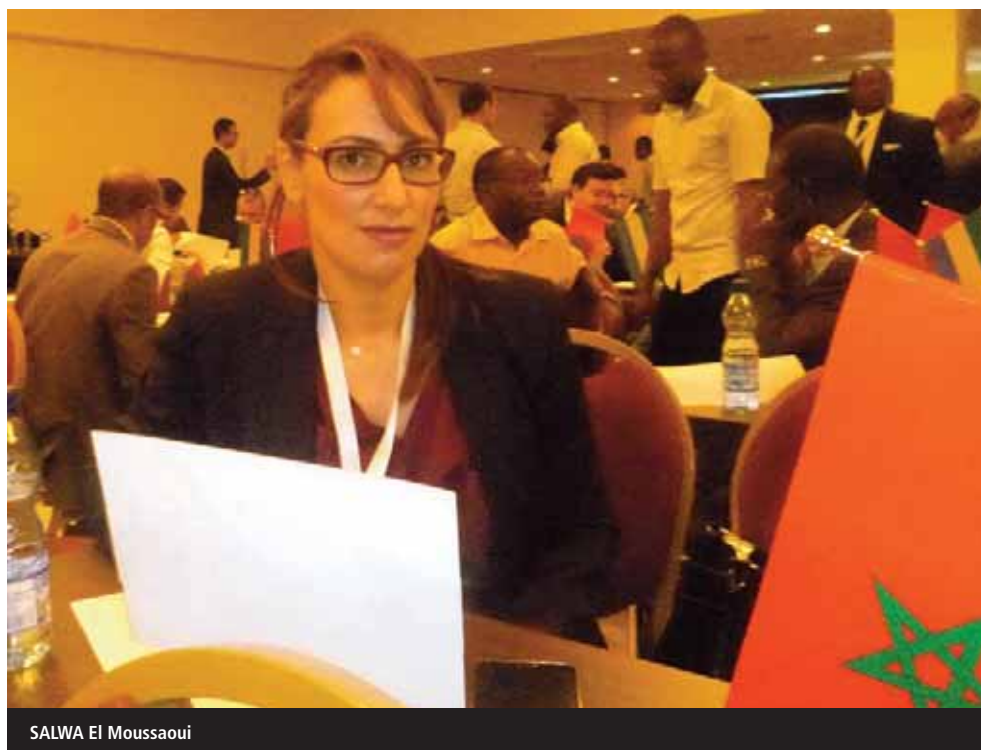
Propos recueillis par le Dr Nelto Nargo

**Eco Gabon + :** Mme la Directrice Générale, le Comité de rédaction du mensuel Economie Gabon + vous sollicite dans le cadre du dossier sur la « Femme et l'entreprise » pour répondre à quelques questions relatives à la place de la femme dans notre société, étant entendu qu'elle constitue la majorité de la population gabonaise. Pour commencer, quelle est la place accordée à la femme au sein de la société marocaine en général, et au sein des entreprises et des institutions du Royaume du Maroc en particulier ?

**Salwa El Moussaoui :** Le statut de la femme dans la société a beaucoup évolué durant les deux dernières décennies de par le changement social opéré au Maroc. La femme marocaine est active aujourd'hui dans les secteurs institutionnel, politique et privé. De fortes disparités continuent d'exister par contre entre la femme en milieu urbain et la femme en milieu rural.

**Eco Gabon + :** Les femmes ont souvent du courage et de l'opiniâtreté, mais moins de confiance en elles pour aller dire qu'elles sont les meilleures. Quel est votre jugement à ce propos ?

En effet, je crois que la femme marocaine a acquis le courage lui permettant de progresser dans sa carrière, ce qui est à mon avis dû à sa quête d'être indépendante. Néanmoins, la discrimination persiste dans le milieu professionnel l'empêchant, à compétences égales, d'accéder à des postes de direction au



SALWA EL MOUSSAOUI

même titre qu'un collègue du sexe masculin. Un scénario tellement fréquent que malheureusement beaucoup rechignent à aller réclamer haut et fort les mêmes chances, sachant bien qu'elles les ont, ces chances.

**Eco Gabon + :** Être une femme et entrepreneur, un parcours de combattante ? Est-ce vrai ?

Certes, le parcours de l'entrepreneuriat est plein d'embûches. Il en est à mon avis de même pour un homme.

**Eco Gabon + :** Quelle est la part des femmes dans la création d'entreprises au Maroc ?

J'ignore si des chiffres existent sur la part des femmes créatrices d'entreprises. L'AFEM, l'association des femmes chefs d'entreprises, présente toutefois des données sur le positionnement sectoriel de ces femmes.

**Eco Gabon + :** La création d'entreprise, observe-t-on, garde l'image d'un milieu un peu guerrier et les femmes, malgré un super

parcours sur le papier, ne trouvent pas leur place dans l'entreprise, en particulier dans les grands groupes ? Qu'en dites-vous ?

Sur ce sujet, je rejoins l'analyse de Sheryl Sandberg, la Directrice Générale de Facebook, qui dans son livre explique que, pour que la position de la femme change dans l'entreprise, les femmes doivent également changer leurs comportements et réaliser qu'elles se sont progressivement enfermées elles-mêmes dans un mode de pensée négatif, en intériorisant avec le temps des règles ma-

**« J'ai grimpé les échelons petit à petit pour être ce que je suis aujourd'hui. Cela m'a construit personnellement et professionnellement »**

chistes. Elles doivent commencer par croire davantage en elles et en leurs qualités et compétences professionnelles à mener la gestion d'une entreprise. Autrement, comment peut-on leur confier une mission plus complexe ?

Un système égalitaire, Femme et Homme, profiterait à tout le monde.

**Eco Gabon + :** Si l'on observe dans le milieu des affaires ou dans tout autre secteur d'activité que les femmes gardent une tendance à la gestion en bonne mère de famille, pourquoi à diplôme égal ne leur confie-t-on pas



la direction des entreprises ou des postes de responsabilité aussi bien dans le secteur public que dans le privé ? Leur reconnaît-on cette valeur ?

Pour moi, c’est une idée reçue. Malgré la problématique relative à la progression de la femme dans l’entreprise, sa manière de gérer a évolué pour être orientée vers le business et la création de valeur.

Eco Gabon + : Les femmes dirigent-elles vraiment mieux que les hommes ?

Salwa El Moussaoui : Femmes et hommes ont des manières différentes de gestion. Mais être un bon dirigeant est étroitement lié à certaines qualités et compétences et non au sexe.

Eco Gabon + : Selon une étude britannique, la tendance à s’excuser pour tout et surtout dans leur volonté de concilier vie professionnelle et vie privée ; la tendance à attendre passivement que leur travail soit remarqué, plutôt que de faire connaître leurs succès ; la peur du risque et le syndrome de la bonne élève constituent les obstacles culturels qui freinent encore l’accès des femmes aux postes de responsabilité. Est-ce le cas des femmes africaines et de la femme marocaine en particulier ?

Ça l’est pour la femme marocaine et aussi pour l’Africaine en général je crois. On n’est

pas encore parvenu à se libérer des jugements de la société sur la femme qui doit parfaitement assurer son rôle de mère et d’épouse avant de réussir sa vie professionnelle. Cela constitue une grande pression sociale et malheureusement la femme marocaine, et la femme africaine en général, se laissent influencer par cette pression qui les empêche de mieux évoluer professionnellement.

Eco Gabon + : Hommes et femmes ne sont toujours pas égaux au travail, même si certaines entreprises changent la donne. Pourquoi la femme n’est-elle toujours pas dans la société marocaine l’égale de l’homme au bureau ?

Salwa El Moussaoui : Heureusement que les formes de discrimination se réduisent de plus en plus dans l’entreprise. Continuons de croire que cela disparaîtra entièrement par l’implication de la femme et de l’homme dans cette évolution de la donne, parce qu’un système égalitaire profiterait à tout le monde.

« J’ai grimpé les échelons petit à petit pour être ce que je suis aujourd’hui. Cela m’a construit personnellement et professionnellement »

Eco Gabon + : Est-ce à dire que les femmes manquent d’ambition ?

Je ne pense pas que cela soit une question de

manque d’ambition, mais plutôt de manque de confiance et de volonté d’affirmation.

Eco Gabon + : La parité homme - femme est-elle aujourd’hui possible dans la société africaine moderne et particulièrement en entreprise ou dans l’administration publique de notre pays ?

Le monde évolue et le mode opératoire des sociétés également. Pour ne citer que la société marocaine, pleinement ouverte sur l’Europe, je crois qu’un chemin vers une parité homme - femme a été pris voilà des années. Mais on ne sait à quel rythme cela avance...

Eco Gabon + : Selon l’OCDE, lutter contre les inégalités hommes-femmes permettrait de stimuler la croissance : des femmes dans des métiers d’hommes, c’est bon pour la croissance. Quel est votre commentaire ?

L’action de lutter sérieusement contre l’inégalité entre les hommes et les femmes est elle-même synonyme de croissance.

Eco Gabon + : Quelles sont les réformes qu’il faudrait nécessairement engager pour que les femmes prennent une part active dans la création d’entreprise afin de contribuer à la création de la richesse et de l’emploi ? C’est-à-dire créer une classe de femmes entrepreneurs...

Je crois que la femme marocaine a au

jourd’hui toutes les chances de créer son entreprise et d’avancer dans sa vie personnelle et professionnelle. Il suffit qu’elle prenne entièrement confiance dans ses capacités de leadership et prête moins attention aux jugements non constructifs de la société.

Eco Gabon+ : Pour finir, que préconiseriez-vous pour une pleine intégration de la femme marocaine dans l’économie nationale ?

La contribution de la femme marocaine dans l’économie est effective, il faut continuer.

Eco Gabon+ : Mme la Directrice, ne dit-on pas que tout est bien qui finit bien ? Assurément, nous concluons en beauté cette interview très enrichissante en vous posant cette dernière question d’ordre personnel : si l’on vous demandait de rédiger votre profil, comment le présenteriez-vous ?

J’ai grimpé les échelons petit à petit pour être ce que je suis aujourd’hui. Cela m’a construit personnellement et professionnellement. Il faut dire que j’ai toujours été ambitieuse, surtout je m’accroche à mes objectifs et ne baisse jamais les bras. Je traverse parfois des moments de manque de confiance en moi, qui restent éphémères cependant, puisque je travaille avec acharnement et cela finit par payer. Pas forcément sur le plan matériel toujours, mais aussi par des consécration.

JOURNÉE MONDIALE DE L’ALIMENTATION : VISITE D’UNE FERME FAMILIALE AU CAP SANTA-CLARA

Les agriculteurs familiaux sont les principaux gardiens des ressources naturelles

A l’occasion de la journée mondiale de l’alimentation placée sous le thème : « Agriculture familiale : Nourrir le monde et préserver la planète », il a été organisé par le ministère de l’agriculture, de l’élevage, de la pêche et la Sécurité Alimentaire.

Par Pambo Moussoungou



Les produits de la ferme d’Akanda

La délégation ministérielle conduite par les directeurs de l’agriculture et de l’élevage comprenait également le Coordonnateur sous-régional de la FAO, Dan Rugabira, et le Directeur Général de l’institut gabonais d’appui au développement (IGAD), Pascal Pommarel. La ferme visitée appartient à Lionel Suarez et se situe à Santa Clara, au Cap Estérias. Trois discours ont été respectivement prononcés par le représentant régional du FAO, Le directeur Général de l’Agriculture M. Nzamba, accompagné du directeur de l’élevage ainsi que d’une forte délégation constituée des agents du ministère. Le dernier intervenant a été Lionel Suarez, propriétaire de l’exploitation agricole. M. Dan Rugabira a transmis le message du Directeur Général de la FAO José Graziano Da Silva. Il rappelé qu’il ya encore dans le monde près de 835 millions de personnes qui ne mangent pas à leur faim.

ture familiale et une participation de l’ensemble

L’importance d’une telle journée se mesure par le choix du thème sur l’agriculture familiale. Il a rappelé que cette année 2014 a été déclarée année internationale de l’agriculture familiale. « Nous sommes à la veille des objectifs du millénaire pour le Développement (OMD) de 2015, dont l’un des Objectif est la réduction de moitié des personnes souffrants de sous-alimentation chronique et que à cet effet 63 pays en développement ont déjà atteint cet objectif. Le parcours de ces pays nous enseigne que si on veut gagner la lutte contre la faim, la participation de l’ensemble de la société et l’agriculture familiale sont des éléments importants. Partout dans le monde les exploitations familiales jouent un rôle fondamental sur le plan environnemental et culturel. D’après le rapport de la FAO il y a environ 570 millions d’exploitations

agricoles dans le monde, ces agriculteurs familiaux sont les principaux gardiens de nos ressources naturelles. En tant que secteur l’agriculture familiale est le premier employeur de planète. Elle fournit plus de 80% de la nourriture en valeur, et est souvent le principal fournisseur d’aliments frais. La production, la commercialisation et la consommation de produits alimentaires ont connu un véritable changement ces dernières décennies grâce notamment au progrès scientifique et technologique».

Le directeur de l’agriculture a lui aussi, tenu à réaffirmer la prise de conscience de chacun de nous, sur l’importance de l’agriculture familiale. Il a rappelé que l’année dernière, les firmes internationales ont créés des bouleversements qui ont causé l’augmentation des prix notamment ceux du lait, de nos produits vivriers et des autres denrées alimentaires. Il a renchérit en ces termes : « de nos jours, l’agriculture traditionnel pour ne pas dire familiale, est tenue par les personnes du troisième âge. Qui parle du troisième âge, parle des superficies assez réduites, parle du manque d’innovation. C’est dans ce cadre que nous avons associé les jeunes élèves de Malibé afin de les initiés à l’agriculture. Le Ministère de l’agriculture et l’IGAD seront à l’œuvre pour aider les enfants à tenir un jardin scolaire».

Soutien technique de l’IGAD à l’agriculture familiale

Le dernier intervenant a été le propriétaire de la ferme avicole, Lionel Suarez qui après avoir souhaité la bienvenue à ses hôtes, a présenté sa ferme et ses différentes caractéristiques. L’exploitation a été d’abord localisée

au Bas de Gué-Gué avant d’être déplacé au Cap Santa-Clara et elle a une superficie aujourd’hui de 2,8 hectares. Elle compte 4 Bâtiments dont 3 en production et 1 en vide sanitaire. L’effectif des poules pondeuses est de 6000 et le chiffre d’affaire est de 9 000 000 Fcfa. Le système d’alimentation en eau est assuré grâce au pompage d’un point d’eau et le stockage se fait dans des fûts en plastiques. Le plus grand problème qui se pose à ce fermier est celui du manque d’eau.

Lionel Suarez volontaire pour donner aux jeunes une formation agricole

Lionel Suarez a enfin, tenu à remercier l’IGAD qui l’a soutenu depuis le début tant sur un plan moral que sur celui du renforcement de capacité. La cérémonie s’est poursuivie par une visite des produits maraîchers et de la ferme avicole. L’une des expressions les plus utilisées au cours de cette visite a été celle de dire que « la terre ne ment pas ». C’est révélateur sans doute du faite que les métiers d’agriculteur et d’élevage sont certainement les plus nobles et les plus indispensables au monde parce qu’ils répondent bien à l’adage qui dit : « on récolte ce qu’on a semé ». Les organes tels que l’IGAD sont là pour accompagner les fermiers en leur apportant la compétence technique, un suivi de l’activité et parfois une aide pour l’acquisition des terres. Les plus beaux exemples sont ceux de ces deux exploitants, le premier avicole, Lionel Suarez Rampaos et le second maraîcher Edoo Brice Walker qui vivent du fruit de leur travail. L’occasion a été propice pour initier les élèves de MALIBE à l’activité de l’élevage et l’agriculture. Lionel Suarez s’est porté volontaire à accueillir les jeunes pour leur donner une formation pendant les vacances.

Gagner la lutte contre la faim par l’agricul-

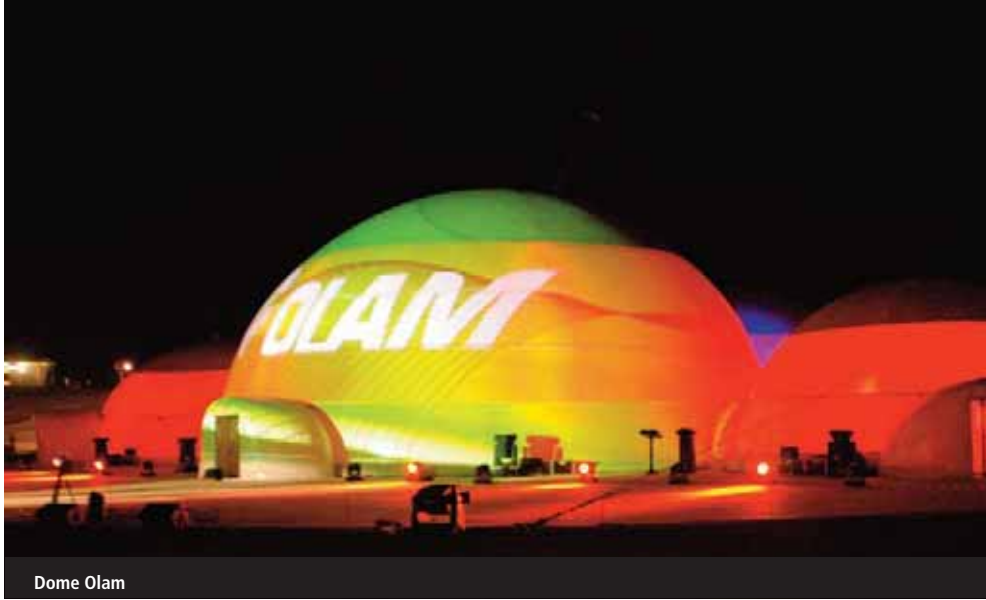


## LE QUART DE SIÈCLE D'OLAM EN AFRIQUE

## Première récolte de noix de palme du projet Olam Gabon

Le mardi 9 septembre 2014, à Libreville, le groupe Olam International a célébré, en sons, couleurs et lumières, ses 25 ans d'activité en Afrique. Un anniversaire qui a coïncidé avec ses premières récoltes de régimes de noix de palme dans une plantation développée au Gabon depuis 2012.

Par Maël Hartley Yonta



Dome Olam

Tout a commencé en 1989 au Nigéria, et dix ans plus tard au Gabon, en 1999, avec le projet de Nkok. Olam s'est ainsi définitivement implanté en Afrique. La multinationale singapourienne développe actuellement au Gabon quatre projets industriels et agro-industriels d'envergure et en joint-venture avec la République gabonaise. Le choix d'une Gabon obéit à des considérations de meilleur risque-pays. En effet, le Gabon jouit d'une grande stabilité politique, sociale et monétaire, des indicateurs économiques solides, encourageants et favorables aux investisseurs directs extérieurs. Le pays dispose d'un potentiel logistique appréciable, d'un agro-climat favorable et d'une économie florissante et d'un positionnement idéal au cœur de l'Afrique. Aujourd'hui, la synergie des objectifs d'Olam et celles des autorités gabonaises, en tête desquelles le président Ali Bongo Ondimba, participe de l'ambition de classer le Gabon dans le carré des pays émergents, d'ici à 2025.

Devant plusieurs personnalités, parmi lesquelles le président gabonais et son épouse Sylvia Bongo Ondimba, les responsables de l'entreprise Olam International ont célébré ces 25 ans avec faste. L'événement, riche en sons et en couleurs, s'est enrichi d'une exposition de la large gamme des produits du groupe singapourien, depuis son implantation en Afrique. Dans les stands montés pour la circonstance, étaient exposés de la noix de palme, du cacao, de la noix d'acajou, des fibres de coton, de la tomate, de l'hévéa, du sucre et du riz. Olam en a profité pour montrer, à la face du monde, son potentiel agricole. Pour cette sortie, la multinationale asiatique a présenté ses enjeux commerciaux et de marque (son identité) et agrémenté l'événement par cette exposition et par la production en direct d'artistes du Gabon et d'ailleurs. Joignant l'utile à l'agréable, les organisateurs ont projeté une vidéo présentant à l'assistance les capacités d'Olam en termes de production au Gabon et dans le monde. On a droit à la démonstration de la capacité, voire du potentiel d'Olam, dans la transformation des produits tels que le chocolat, dérivé du cacao. Olam a promis à cette occasion d'accompagner l'Etat gabonais dans son objectif d'atteindre l'autosuffisance alimentaire.

## Premières récoltes de noix de palme à Kango

Avant cette célébration des 25 ans, le Président Directeur Général d'Olam International, Sunny Verghese, en compagnie de quelques membres du gouvernement gabonais, s'était rendu à Kango (province de l'Estuaire), à une soixantaine de kilomètres de Libreville, pour procéder à la récolte des premiers régimes de noix de palme issus de la plantation développée, depuis

près de trois ans, dans cette localité.

Ce sont respectivement les ministres gabonais de l'Agriculture et de l'Industrie et du Tourisme, Luc Oyoubi et Régis Immongault, Sunny Verghese et quelques autres responsables d'Olam Gabon, qui ont donné les premiers coups de coupe lors de la cueillette des noix de palme d'Olam au Gabon. Ces instants marquent l'avènement d'une ère nouvelle dans le développement de l'agro-industrie au Gabon, mais représentent également une première victoire dans la mise en pratique de la vision du développement du secteur agro-industriel dans notre pays. Un début de matérialisation du Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE) dans le domaine agricole. « *Nous espérons qu'au bout d'une année, nous pourrions avoir les premiers litres d'huile de palme sorties de l'huilerie d'Olam au Gabon. Les activités avancent tout à fait normalement et se font selon les échéances prévues au départ* », avait indiqué le ministre de l'Agriculture, Luc Oyoubi.

En attendant, l'observateur averti pourrait se poser la question de savoir pourquoi cette première récolte n'a pas coïncidé avec la mise en marche de l'usine de transformation des noix de palme. Ce que nous savons, c'est que l'opérationnalité de l'usine est fixée en juin 2015. « *N'a-t-on pas précipité les choses en mettant la charrue avant les bœufs ? Que va-t-on faire des noix de palme mûres ? Pourquoi n'avoir pas procédé, en même temps, à la construction de l'entreprise devant permettre la transformation de ces premières noix de palme récoltées ?* », s'est interrogé un journaliste qui a couvert l'événement.

Si ces questions sont soulevées, c'est qu'Olam a de la peine à lancer les travaux de construction de cette société chargée de la transformation des noix de palme en produits dérivés. Du coup, des voix s'élèvent pour dire que le projet a certainement été mal évalué. Sinon comment peut-on procéder à la récolte sans savoir quoi faire de noix déjà mûres ? « Wait and see. » D'autres, quant à eux, expliquent que la solution passerait forcément par un partenariat entre Siat-Gabon et Olam pour la transformation de ces noix de palme. Dans tous les cas, relèvent-ils, « *le mérite est qu'il y a au moins une palmeraie qui offre des emplois aux Gabonais* ». Des propos corroborés par le Président Directeur Général d'Olam International qui a relevé le fait que « *le projet de palmeraies au Gabon est le plus grand projet d'Olam en Afrique* ».

Quoi qu'il en soit, la construction de l'usine de Kango sur le site de la plantation est enclenchée. « *Comme vous l'avez vu, dans le cadre de la construction de la prochaine usine, il est aussi prévu la production du biogaz, cela veut dire que l'énergie électrique utilisée dans ce site sera produite à partir de déchets. C'est*

*donc une usine qui tient compte de la volonté du chef de l'Etat à avoir un Gabon où le développement durable est au centre de la politique de développement* », a expliqué Régis Immongault.

Dans le domaine de l'hévéa, 2 019 hectares plantés ont été comptabilisés en mars 2014 et 2 000 hectares supplémentaires devraient être plantés avant fin juin 2014, pour une offre d'emplois potentielle de 850 Gabonais autour de Bitam.

## Revue des engagements et des ambitions

Si les choses semblent bouger du côté des plantations de Kango, l'on se souviendra que, endettée, Olam a dû réduire de moitié ses dépenses d'investissement d'ici à 2016 et sa participation à l'usine d'engrais du Gabon.

À l'issue d'une revue de stratégie dont elle avait rendu publiques les conclusions le jeudi 25 avril 2013, Olam avait annoncé qu'elle allait réduire de moitié ses dépenses d'investissement et réduire son endettement. C'est la conséquence de la pression de ses partenaires au financement qui a contraint cette multinationale à revoir à la baisse ses projets d'expansion. Toute chose qui avait conduit à la réduction des dépenses en capital de plus d'un milliard de dollars singapouriens (808 millions de dollars US) pour atteindre entre 1,2 et 1,6 milliard de dollars singapouriens. Pour ce qui était de l'usine d'engrais du Gabon, Olam avait indiqué qu'il chercherait à réduire sa participation à travers un élargissement de partenaires au financement de la construction de l'usine d'engrais afin de réduire les frais. Olam se propose ainsi de réduire à moins de 50% sa participation dans Gabon Fertilizer Company (GFC), la société qui porte ce projet. Une compagnie détenue à hauteur de 62,9% par Olam, 25,1% par l'indien Tata et le solde par la République gabonaise.

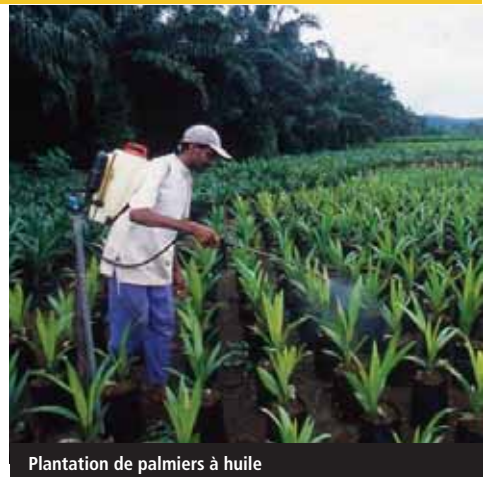
## « Le retrait du secteur forestier devrait nous permettre de concentrer toutes nos ressources sur les quatre autres projets développés au Gabon »

Au regard de tous ses problèmes d'endettement, Olam, la filiale nationale du géant singapourien, s'est vu dans l'obligation de supprimer de ses activités, en 2014, sa branche forestière, au profit de « *la Compagnie forestière des abeilles* », passée sous le contrôle du chinois « *Transport Bois et Négoce International* » pour la somme de 6 millions de dollars.

La liquidation des actifs forestiers d'Olam au Gabon à un consortium chinois s'inscrivait dans la logique d'une stratégie de restructuration de son portefeuille dans le secteur bois. Olam assumait ainsi son intention de quitter définitivement le commerce du bois au Gabon pour se concentrer sur les quatre autres projets développés. « *Le retrait du secteur forestier devrait nous permettre de concentrer toutes nos ressources sur les quatre autres projets développés au Gabon, à savoir les projets de plantations de palmiers à huile et d'hévéa, l'usine d'engrais et la ZES de Nkok* », expliquait Gagan Gupta, Directeur Général d'Olam Gabon.

## Nkok : une attraction de 2 milliards de dollars

L'on ne peut parler d'Olam Gabon sans évoquer l'un des projets phares développés au pays d'Ali Bongo Ondimba. Il s'agit de la Zone économique spéciale de Nkok (ZES) qui s'établit sur une superficie de 1126 hectares. En effet, la ZES de Nkok, présentée lors du lancement des travaux en 2010 comme « *un projet phare en Afrique Centrale* », avec pour vocation première de promouvoir la production et la transformation de bois dans le pays, les infrastructures (routes, distribution d'électricité et d'eau) ont été achevées. Près de 2 milliards de dollars US d'investissements et un potentiel de 78 investisseurs.



Plantation de palmiers à huile

Pour Alain-Claude Billie By Nzé, porte-parole de la présidence de la République qui s'y était rendu avec les journalistes en vue d'une immersion dans le réel de ce grand chantier, « *Nkok est une réalité* », contrairement au pessimisme affiché par certains lors de l'annonce de ce projet. La ZES est en effet une joint-venture passée entre le gouvernement gabonais et la firme internationale agroalimentaire, Olam. D'un coût de départ de 240 milliards de francs CFA, la ZES a déjà consommé 212 milliards de francs CFA d'investissement. Et M. Billie By Nzé de préciser que 78 entreprises ont signé l'intention d'implantation dans cette zone, 12 sont en voie d'implantation et 4 sont déjà en activité.

Un quai de 230 m de long permettant l'acheminement de marchandises par voie fluviale jusqu'au port d'Owendo est en cours de construction. Les données communiquées par Olam Gabon indiquent que 22 investisseurs ont acquis leurs parcelles dans la partie commerciale, 12 dans la partie résidentielle. 1 500 logements sont en cours de construction, gérés par la SNI à côté de la zone commerciale de la ZES et 2 000 logements supplémentaires sont prévus par la SNI pour la phase 1-B de la ZES.

Depuis l'année dernière, Resurgent Gabon produit du bois scié dans sa scierie. « *C'est la première entreprise qui a produit dans la zone* », affirme-t-on. Et depuis le second semestre 2013, Béton Gabon fournit du béton prêt à l'emploi et d'autres matériaux de construction aux autres investisseurs de la zone ainsi qu'à des clients basés sur Libreville. Pour sa part, Consulting House produit également des blocs de béton et du béton prêt à l'emploi et la Chaudronnerie du Gabon (CDG) a lancé sa première production le 27 août dernier, tandis que pas moins de 12 administrations de l'Etat sont déjà opérationnelles au sein du Guichet unique, et disponibles à Libreville et Nkok.

## Responsabilité citoyenne et sociétale d'Olam

Outre ses projets phares, Olam Gabon a en ligne de mire les questions relatives à la responsabilité sociétale de l'entreprise. Elle s'efforce de mettre en œuvre des programmes conformément aux consultations participatives avec les populations du Woleu-Ntem, mais également de toutes les régions où des projets Olam sont développés.

L'entreprise a œuvré pour le bien-être des populations vivant autour de ses projets. Ainsi, au titre de ces actions sociales, on compte plus de 750 logements pour les employés, à Bitam, Mouila et Awala-Kango, 3 ponts autour de Bitam, plus de 7 000 kits scolaires distribués en 2012-2013, des écoles réfectionnées, de même que des dispensaires, des terrains de foot ont été réalisés, un marché a été construit à Okok près de Bitam, ainsi que des cases de transformation du manioc. Olam Gabon comptabilise également l'installation de 1500 lampadaires solaires et 50 pompes hydrauliques tout comme il énumère des programmes d'accompagnement et de formations en partenariat avec l'Institut gabonais d'appui au développement (IGAD), l'Institut national supérieur d'agronomie et de biotechnologies (INSAB) et l'Ecole nationale de développement rural (ENDR).

Olam soutient systématiquement une série d'initiatives sociales et environnementales dans les régions où sont implantés ses projets, en particulier dans ses trois principaux domaines d'intérêt : la santé, l'éducation et les moyens de subsistance ruraux.



SÉMINAIRE COMMERCIAL DE FINATRA SUR LE CRÉDIT-BAIL  
Le crédit-bail a l'avantage de ne pas grever les fonds propres des entreprises

« Maîtrisez le financement par crédit-bail » a été le thème du séminaire organisé par Finatra en vue d'édifier sa clientèle et de potentiels clients sur le concept du crédit-bail. Un produit encore mal connu de la clientèle dans sa grande majorité. Le crédit-bail est un mode de financement particulier des investissements à destination des professionnels.



Selon les explications de M. Hygin Ankama, Directeur Général de Finatra et principal orateur de ce séminaire, le crédit-bail est un mode de financement particulier des investissements à destination des professionnels. Octroyer un crédit-bail, c'est donner en location des biens mobiliers ou immobiliers à usage professionnel. A l'issue du contrat entre le client et l'établissement de crédit-bail (Finatra notamment), l'option d'achat peut être levée ou non. Il est important de ne pas confondre le crédit-bail avec une location simple ou une location vente.

Avec le crédit-bail, il y a trois intervenants : le crédit-bailleur, qui est l'établissement financier, le crédit-preneur, qui est le client, et le fournisseur, qui peut être le concessionnaire (dans le secteur de l'automobile par exemple). Chacune des parties a des obligations vis-à-vis des autres. Le crédit-bailleur a le devoir de financer l'achat du matériel et de régler la facture ; le fournisseur, le devoir de livrer la marchandise et de transmettre la facture au crédit-bailleur. Le rôle du client est de choisir son matériel pour son activité et de régler à temps le loyer au crédit-bailleur.

Un « financement de bien » à 100%

Ce séminaire s'est révélé plein d'enseignements, car, contrairement à ce que croyaient certains, le « financement du bien » est à 100 %, et l'apport en fonds propres n'est pas exigé. De plus, une garantie de rapidité dans le traitement des demandes de financement a été donnée. La clientèle a en effet certifié la

rapidité du traitement des dossiers par rapport aux concurrents de Finatra.

Le Directeur Général a également présenté les différentes solutions proposées par Finatra, en particulier le crédit-bail mobilier, qui concerne en général le matériel d'exploitation d'une entreprise, et le crédit-bail immobilier, destiné aux clients qui voudraient soit agrandir les locaux de l'entreprise, soit réhabiliter un bâtiment, soit construire de nouveaux bâtiments ou un hangar.

Le « lease back », une solution très peu utilisée mais disponible, a été aussi présentée. C'est le cas spécifique d'un client propriétaire d'un bien qui va rétrocéder la propriété à hauteur de sa valeur afin qu'il en devienne le locataire et Finatra le propriétaire. Avec la trésorerie que le client obtiendra de ce lease back immobilier, il pourra effectuer d'autres investissements.

Le crédit-bail, une nature toute particulière

Après cette présentation très enrichissante, le Directeur Général de Finatra a passé le témoin au représentant du cabinet d'audit et d'expertise comptable Pricewaterhouse Coopers (PWC), M. Yannick Malonda, qui a complété l'intervention de ce dernier en exposant sur les avantages fiscaux et comptables du crédit-bail. Il a soutenu que le crédit-bail représente un véritable avantage sur le plan financier par rapport aux autres formes de financement. De plus, pour les actionnaires d'une société, le crédit-bail a cet

avantage qu'il ne greève pas leurs fonds propres. Les dispositions comptables sont celles prévues par l'OHADA. Il est à souligner que l'entreprise, bien que non propriétaire du bien sur le plan juridique, doit enregistrer celui-ci dans son bilan comme faisant partie de son patrimoine.

Après ces différentes présentations, une séance de questions-réponses a été ouverte afin de lever toute ambiguïté sur le concept

de crédit-bail. La plus grande leçon à tirer de ce séminaire est sans doute que le crédit-bail est différent des autres formes de crédits de par sa nature particulière. En définitive, cette rencontre initiée par la Finatra, filiale du Groupe BGFIBank, avait pour objectif de mieux faire connaître le crédit-bail à sa clientèle, aux partenaires et aux prospects. Le séminaire s'est tenu sur deux dates : les 19 et 26 septembre 2014, respectivement à Libreville et à Port-Gentil.

BOURSE DE JOHANNESBURG (JSE)  
Une nouvelle gamme de contrats à terme sur les devises africaines pour importateurs et exportateurs

Les contrats à terme sur devises permettent aux importateurs et aux exportateurs de se protéger contre les fluctuations de la devise dans le pays étranger.

La Bourse de Johannesburg (JSE) vient de lancer les premiers contrats à terme sur devises qui suivent le taux de change entre le rand et certaines devises africaines. « La JSE se félicite de cette nouvelle initiative révolutionnaire. Nous travaillons sur cette stratégie depuis deux ans. L'Afrique est une destination d'investissement mondiale, il était donc logique que la plus grande bourse du continent fournisse des produits adaptés pour atténuer le risque de change », a déclaré Warren Geers, Directeur Général de la branche Capital Markets de la JSE.

Les nouveaux contrats à terme sur devises permettront aux acteurs du marché de s'exposer sur la JSE au taux de change entre le dollar US et les devises zambienne, kenyane et nigériane en échangeant des devises de synthèse. Ainsi, des investisseurs peuvent s'exposer au taux de change entre le dollar US et le shilling kenyan en les échangeant tous les deux contre des rands. Afin de promouvoir les échanges entre plusieurs devises, la JSE n'appliquera les frais d'opération qu'à une seule devise, pas aux deux.

Les dernières statistiques du commerce extérieur de l'administration fiscale de l'Afrique du Sud, la SARS (South African

Revenue Service), indiquent que les flux commerciaux entre l'Afrique du Sud et le Nigéria se sont élevés à 34,4 milliards de rands entre janvier et juillet 2014. Au cours de cette même période, les échanges entre l'Afrique du Sud et le Kenya ont représenté 4,6 milliards de rands et ceux entre l'Afrique du Sud et la Zambie ont été évalués à près de 18 milliards de rands. La JSE s'est associée à Barclays Africa et au courtier Tradition Futures pour lancer cette nouvelle offre sur le marché.

Grâce aux contrats à terme sur devises, l'importateur ou l'exportateur a la possibilité de réaliser des transactions anonymement, en passant par des courtiers comme Tradition Futures, et d'avoir accès à un processus de détermination du prix complet, équitable et opportun. C'est une condition de référence internationale pour un marché développé. Cela crée un terrain de jeu juste et équilibré, sur lequel le meilleur prix est accessible à tous, sans préférence ni favoritisme, ce qui est un aspect important du marché en devises africaines de le JSE.

N.N  
SOURCE : Johannesburg Stock Exchange (JSE)  
<http://www.jse.co.za>

À PROPOS DES CONTRATS À TERME SUR DEVISES

Les contrats à terme sur devises sont un engagement à acheter ou à vendre une certaine quantité d'une devise à un taux de change fixé à l'avance à une date déterminée. Par exemple, un contrat à terme sur devises peut autoriser un investisseur à acheter des dollars au prix de 10 rands l'unité fin décembre. Une partie s'engage à acheter (positions longues) une certaine quantité de devises à un taux de change déterminé et l'autre s'engage à les vendre (positions courtes) à la date d'expiration. Un contrat à terme sur devises est par conséquent un engagement entre deux investisseurs ayant des vues différentes sur l'évolution d'une devise.

TAUX DE CHANGE EN FCFA

|     |          |
|-----|----------|
| EUR | 655.9570 |
| CHF | 541.4420 |
| GBP | 836.6798 |
| CAD | 466.7404 |
| JPY | 4.7915   |
| CNY | 84.7424  |
| USD | 520.3117 |
| ZAR | 46.3820  |

TAUX D'INTÉRÊT

|                                        |       |
|----------------------------------------|-------|
| Taux d'intérêt des appels d'offres :   | 2,95% |
| Taux d'intérêt des prises en pension : | 4,70% |
| Taux d'intérêt sur placements:         | 0,00% |
| Taux créditeur minimum :               | 2,45% |

Date de Valeur : 07 octobre 2014.  
Source: Banque Centrale Européenne.



Les cadres de Finatra



## « ACTION LUMIÈRE »

# L'expérience marocaine au service de l'électricité et de l'électronique au Gabon

Des acteurs majeurs marocains des secteurs de l'électricité, de l'électronique et des énergies renouvelables, ont signé des conventions de partenariat avec leurs homologues gabonais et les institutions de la République. Maroc Export à travers « Action Lumière » propose son expertise en matière de développement des PME spécialisées et vend le savoir-faire marocain aux sociétés africaines de production, de transport et de distribution de l'électricité.

Par Siméon Pambo



Opérateurs économiques gabonais et marocains au Be to Be

Une forte délégation d'hommes et de femmes d'affaires marocains vient d'effectuer une tournée promotionnelle à Ouagadougou, Libreville et Brazzaville. Elle avait à sa tête Mme Zahra Maafiri, Directrice de Maroc Export, M. Youssef Tagmouti, Président de la Fédération nationale de l'électricité, de l'électronique et des énergies renouvelables du Maroc (Fenelec), et M. Mohamed Abbou, Ministre Délégué auprès du Ministre de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Economie numérique, chargé du Commerce Extérieur du Maroc, qui a été remplacé lors du dernier déplacement de la délégation par le Secrétaire Général dudit ministère.

Maroc Export et la Fenelec sont à l'origine de cette opération promotionnelle dénommée « Action Lumière ». Celle-ci vise essentiellement à développer des partenariats industriels, de services, de formation et de commerce entre le Maroc, le Burkina Faso, le Gabon et le Congo, dans le secteur des énergies.

C'est au total 85 entreprises qui ont pris part à cette « Action Lumière » en proposant aux opérateurs des secteurs énergétique et électronique du Gabon et des autres pays visités le « savoir-faire marocain axé sur une gestion efficace et durable des ressources énergétiques ». Mieux, la Fenelec, à travers

« Action Lumière », propose l'expertise de ses membres en matière de développement des PME spécialisées dans la réalisation des études techniques, l'exécution des travaux et la fabrication partielle des matériels. Une « Action Lumière » qui vise également à vendre le savoir-faire marocain aux sociétés africaines de production, de transport et de distribution d'électricité.

## Une expertise énergétique marocaine adaptée pour l'Afrique

Les investissements directs marocains en Afrique sont réalisés dans plusieurs secteurs, principalement dans ceux de la banque et des télécommunications. En effet, au cours des cinq dernières années, le secteur bancaire a occupé la première position du total des investissements en Afrique en 2008 avec 90,4%, en 2011 (65,3%), en 2012 (75,3%) et en 2013 (56,3%). Quant au secteur des télécommunications, il a aussi été classé au premier rang en 2009 et en 2010 avec respectivement 59,9% et 42,5%.

Pour le président de la Fenelec, Youssef Tagmouti, l'expérience de son organisation dans le domaine de l'électricité et de l'électronique est avérée. Il en veut pour preuve l'électrification de plus de 90% des villages du Maroc à travers le Programme généralisé pour l'électrification rurale (PERG). Le Secrétaire Général du ministère délégué auprès

du ministre de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Economie numérique, chargé du Commerce extérieur du Maroc, Mohamed Benayad, a, quant à lui, précisé que le Maroc est passé dans l'espace de quatorze ans d'un taux de couverture en électricité des zones rurales de 14 à plus de 90 %, indiquant que, actuellement, il a permis de créer de nouvelles industries et de nouveaux services, de consolider les entreprises existantes et d'en créer d'autres.

M. Benayad a par ailleurs donné un aperçu de l'ambition de cette action : « *L'objectif de la visite de la délégation marocaine est d'identifier les projets de partenariat qui permettraient aux autres entreprises des pays concernés par cette caravane et les entreprises marocaines de créer des courants d'affaires et surtout des possibilités de coopération.* »

Au Gabon, la clôture du symposium a été marquée par la signature de conventions entre Maroc Export et la Chambre de Commerce, d'Agriculture, d'Industrie, des Mines et de l'Artisanat du Gabon ainsi qu'entre la Fenelec du Maroc et le groupement des entreprises des travaux d'eau et d'électricité du Gabon. Outre ces conventions, des accords d'intention ont été enregistrés entre les hommes d'affaires du Maroc et leurs homologues gabonais lors des différentes rencontres B to B tenues au Laïco Okoumé Palace de Libreville.

## BAISSE DES DROITS DE DOUANES SUR LES VOITURES IMPORTÉES AU GABON

# Réjouissance et consternation

Par Maël Hartley Yonta

**La dérogation de l'Union Economique de l'Afrique Centrale (UEAC) induisant une baisse des droits de douanes sur les véhicules importés est entrée en vigueur au Gabon en octobre 2013. Un an après, qu'en est-il de cette mesure alors que l'Etat interdit toute importation de voitures de plus de trois ans ? Explications.**

Le communiqué final du Conseil des ministres du 18 septembre 2013 avait surpris beaucoup de monde par l'annonce de l'interdiction d'importation des véhicules de plus de trois ans. Le Conseil des ministres s'était également réjoui des mesures dérogatoires au profit du Gabon, adoptées par le Conseil des ministres de l'UEAC relatives à la baisse des droits de douanes pour une durée de six (6) mois, respectivement sur les bus, de 30% à 5%, les voitures berline, de 30% à 5%, les fourgons/pickup up (simple cabine) et camion, de 20% à 10%.

### Des véhicules à moins de dix millions de francs

Cette mesure visait à faciliter l'achat des véhicules utilitaires aux petits commerçants et à donner un coup de neuf au parc automobile gabonais, notamment au moment où la lutte contre la pollution et le réchauffement climatique sont devenus les chevaux de bataille du Président de la République. Avant cette date, il était presque impossible de trouver sur le marché gabonais un véhicule neuf à un prix inférieur à 10 millions de francs CFA. Ces droits de douanes excessifs, explique le Directeur Général de Sodim TP, Olivier Deneufbourg, avaient poussé les Gabonais à contourner la loi, mais surtout à trouver des palliatifs. Ce qui explique

l'émergence rapide de l'importation des véhicules d'occasion dans le pays.

Cette décision du gouvernement a été très appréciée des concessionnaires et importateurs de véhicules au Gabon, en particulier l'Union des représentants automobiles internationale (Urai). Elle a automatiquement eu un impact sur les ventes des véhicules neufs, selon Olivier Deneufbourg, par ailleurs président de l'Urai.

« *Ce fut la possibilité pour un Gabonais d'avoir une voiture à moins de 10 millions et cette décision a permis d'augmenter nos ventes* », explique-t-il sans donner de chiffres, indiquant que « *c'est ce qui a permis à la plupart d'entre nous (NDLR : importateurs et concessionnaires) de pouvoir offrir des voitures à moins de dix millions de francs à nos clients. Parce que bien avant cette mesure, trouver une voiture neuve à moins de dix millions était impossible. Aujourd'hui, on a tous dans nos catalogues la possibilité de proposer des voitures à six, sept, huit millions. Ce sont de petites voitures, plus abordables, qui normalement intéressent la majorité ou la plus grande partie des promoteurs des PME/PMI et des citoyens ayant un pouvoir d'achat acceptable* ».

« *Nous, en tant que syndicat, nous regrettons que cette mesure soit arrivée à terme. C'était une bonne mesure qui allait dans le bon sens. Nous en avons logiquement profité. Tout le monde en a aussi profité* »

Cette dérogation devait se faire en tenant compte des lois et réglementations de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEMAC). De même, le temps retenu pour décliner cette baisse (un an) semble court et c'est logiquement que dès le 30 septembre 2014, la taxe douanière devait, en principe, remonter à son niveau de départ aux termes de cette mesure dérogatoire. Explicitement, cela veut dire que les coûts des véhicules neufs vont repasser la barre des dix millions de nos francs.

Au regret de la non reconduction de la mesure, le Président de l'Urai reconnaît que le retour à la case départ n'arrangera pas forcément les affaires des concessionnaires et des importateurs. « *Nous, en tant que syndicat, nous regrettons que cette mesure soit arrivée à terme. C'était une bonne mesure qui allait dans le bon sens. Nous en avons logiquement profité. Tout le monde en a profité. Ce qui était bien, c'est que nous avons eu vraiment le sentiment d'avoir été écoutés par les autorités du pays* », reconnaît le Président de l'Urai, qui rappelle que lui et les membres de son syndicat ont été favorables à la décision d'interdiction d'importation des véhicules de plus de trois ans.

« *La conjonction de la baisse de droits de douanes et la décision d'interdiction des véhicules d'occasion de plus de trois ans a été très bénéfique pour la préservation de l'environnement, notamment la pollution de l'air et la rénovation du parc automobile du Gabon avec comme corollaire, des véhicules qui offraient davantage de sécurité. Or, vous pouvez constater que le parc automobile national était vieillissant avec des voitures de plus de dix et quinze ans* », a-t-il ajouté.

« *Il y a des gens qui prennent la liberté de contredire la loi. Et nous disons que c'est grave* »

Cette dérogation s'achève au moment où le Gabon fait face à une nouvelle importation massive de véhicules de plus de trois ans. Une situation qui a obligé le gouvernement à demander leur rapatriement à défaut de leur destruction. Une décision des autorités de l'Etat qui exigent la stricte application de la loi régissant désormais cette activité et le secteur de l'automobile d'occasion. Ce qui n'est pas du goût des particuliers ayant importé ces véhicules. D'où les manifestations organisées par les propriétaires de ces automobiles pour protester contre ce qu'ils considèrent comme des erreurs imputables au ministère du Transport.

« *On est contrarié par le fait qu'il y a des gens qui vont subir un préjudice* », souligne le Directeur Général de Sodim TP qui fait également remarquer qu'« *il y a des gens qui ont pris la liberté de contredire la loi* ». « *Nous disons que c'est grave. Il y a eu des gens qui ont un peu abusé de leur droit. L'autorité de l'Etat était finalement mise à mal dans cette histoire. Je pense que la décision de bloquer, de demander le rapatriement de ces véhicules, pour nous, c'est la bonne réponse. C'était l'autorité de l'Etat qui était remise en question* », a-t-il déclaré.

« *Aujourd'hui, la situation est telle que nous compatissons à leur douleur. Je ne veux pas non plus que cela crée un problème. Mais au moins, que cela serve de leçon à l'avenir. L'Etat fera ce qu'il voudra. La situation va être résolue, au mieux. Je ne sais pas comment ils vont finir par s'entendre. Quant à nous, nous ne pouvons souhaiter qu'une bonne solution à l'amiable à ce problème* », a conclu Olivier Deneufbourg.



BANQUE MONDIALE

# Un nouveau record en matière de financement du développement en Afrique subsaharienne

Au cours de l'exercice 2014 (juillet 2013 à juin 2014), le montant des engagements de la Banque mondiale en faveur du développement de l'Afrique subsaharienne a atteint le niveau record de 15,3 milliards de dollars.



Makhtar Diop, vice-président pour la Région Afrique à la Banque mondiale.

L'objectif de ce financement est de promouvoir une prospérité partagée dans la région et de renforcer les efforts engagés pour réduire la pauvreté. « Au moment où l'Afrique accomplit d'importants progrès, la Banque mondiale intensifie ses efforts d'innovation et s'efforce de voir grand pour aider ses clients à atteindre leurs objectifs de développement. Nous saluons l'amélioration des politiques publiques et la gestion budgétaire prudente adoptée par de nombreux gouvernements.

Nous continuerons d'accorder des financements sous forme de prêts et de dons, de fournir une assistance technique et d'exploiter notre exceptionnelle capacité de mobilisation pour aider à lever des ressources auprès des autres partenaires de développement », a déclaré **Makhtar Diop**, vice-président pour la Région Afrique à la Banque mondiale.

Le Groupe de la Banque mondiale a maintenu son solide engagement à l'égard de l'Afrique durant l'exercice 2014 : ses nouveaux prêts se sont montés à 10,6 milliards de dollars et ont financé 160 projets. Les engagements comprennent un montant record — 10,2 milliards de dollars — de dons et de crédits sans intérêts de l'Association internationale de développement (IDA), le fonds de la Banque mondiale pour les pays les plus pauvres. Jamais dans l'histoire de la Banque une région n'avait bénéficié d'un tel apport d'aide de la part de l'IDA.

## Le secteur privé comme source de croissance et d'emploi

Durant l'exercice 2014, les activités de l'IFC dans le secteur privé africain ont visé essentiellement à combler le déficit d'infrastructure et à promouvoir dans l'économie un secteur véritablement productif ainsi que des

approches entrepreneuriales profitant à tous afin de favoriser la croissance et la création d'emplois. Les investissements de l'IFC sur le continent ont dépassé 4,2 milliards de dollars, dont quelque 3 milliards en faveur de pays admis à bénéficier de l'aide de l'IDA (les « pays IDA ») et près de 800 millions au profit d'États fragiles et touchés par un conflit. L'IFC a consacré 55 millions de dollars au financement de programmes de services de conseil dans la région, dont 96 % dans des pays IDA.

Au cours du même exercice, l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) a émis des garanties à hauteur de 515 millions de dollars à l'appui de projets dans les secteurs du pétrole, du gaz, de l'électricité, des services et des télécommunications. L'Agence, en outre, s'est associée à l'organisme américain Overseas Private Investment Corporation pour mettre en place un mécanisme de garantie contre les risques politiques doté de 350 millions de dol-

lars. L'objectif est de soutenir des projets d'investissement dans les activités agroalimentaires durables de 13 pays d'Afrique subsaharienne.

## Fragilité et mesures d'urgence

Le Groupe de la Banque mondiale s'est aussi efforcé de réagir rapidement et efficacement aux situations d'urgence apparues sur le continent africain comme celle de la crise de la République Centrafricaine, en décaissant plus de 70 millions de dollars de fonds de développement d'urgence pour aider au rétablissement des services publics essentiels, faciliter la distribution de nourriture et renforcer les services de santé. Plusieurs autres importantes initiatives régionales ont été consacrées aux problèmes posés par la fragilité des pays et les conflits qui les frappent.

## Développer la production d'énergie

L'Afrique subsaharienne est dotée de vastes ressources hydrauliques susceptibles de produire de l'électricité, mais n'exploite que 10 % de ce potentiel. Un des grands objectifs de la Banque en Afrique est d'améliorer l'accès des populations à un approvisionnement en énergie abordable, fiable et durable. Plusieurs projets mis en œuvre durant l'exercice écoulé visaient à exploiter le potentiel hydroélectrique et de nouvelles formes d'électricité durable afin d'accroître la production d'énergie au profit de millions d'Africains. A cet effet, la BIRD, l'IFC et la MIGA ont résolu-ment uni leurs forces dans le cadre d'un plan de réforme du secteur énergétique en faveur du Nigéria. 1,7 milliard de dollars de financements privés ont été conjointement mobilisés pour ce plan. La Banque a apporté aussi son appui à la réalisation du projet régional de centrale hydroélectrique des chutes de Rusumo (d'une puissance de 80 mégawatts) dont bénéficieront les populations du Burundi, du Rwanda et de Tanzanie. L'institution a accordé en outre un don de 100 millions de dollars au Burundi au titre du financement du projet hydroélectrique de Jiji-Mulembwe.

## Accroître la productivité agricole

La Banque soutient les efforts engagés par les pays pour accroître leur productivité agricole

en améliorant l'accès des agriculteurs aux marchés et en réduisant les risques et les facteurs de vulnérabilité ainsi que pour créer des emplois en zone rurale et promouvoir une agriculture plus respectueuse de l'environnement.

## L'enseignement supérieur au service du développement

L'enseignement supérieur joue un rôle primordial dans la promotion de la croissance économique et du développement, et est fondamental notamment pour les jeunes, segment de la population en pleine croissance. La Banque mondiale, dans la région, mobilise ses connaissances et sa faculté d'initiative pour soutenir les efforts des pays en faveur de l'éducation. Son nouveau projet de 150 millions de dollars visant à promouvoir des centres d'excellence dans l'enseignement supérieur finance 19 centres en milieu universitaire en vue de soutenir l'éducation post-secondaire en Afrique de l'Ouest et du Centre. Cette initiative contribuera à favoriser la spécialisation régionale parmi les universités participantes dans plusieurs disciplines — mathématiques, sciences, ingénierie et TIC — afin de relever les défis qui se posent à l'échelle de la région.

Source : [www.Banquemondiale.org](http://www.Banquemondiale.org)

## Agence Bassin du Congo

Agence immobilière du Gabon

Congo Basin Agency  
Journey - Tourism  
Housing management

**Gestion immobilière : location, vente, transactions immobilières.**  
**Tourisme : visite de parcs nationaux**

Tél. : (+241) 07 94 43 10 / 05 22 90 31  
[info.bassinducongo@gmail.com](mailto:info.bassinducongo@gmail.com)



## GROUPE OGAR

## L'envol du leader vers l'international

En 40 ans, le groupe Ogar a prospéré et s'est doté d'une forte expertise dans tous les métiers des assurances. Il s'est appuyé sur des valeurs fortes et un projet d'entreprise basé sur l'innovation, le professionnalisme, la proximité avec les clients et la responsabilité sociale. Grâce à ses valeurs, le Groupe est devenu leader au Gabon avec une part du marché de 38% dont 52% en vie et 36% en non vie.

Par Maël Hartley Yonta

**E** mouvante et enrichissante cérémonie que celle organisée par le Directeur Général du Groupe Ogar, M. BARTOSZEK Bernard au Beach club, pour présenter la nouvelle identité de la compagnie. Une nouvelle identité au service d'une nouvelle ambition après une expérience de quarante années dans le métier de l'assurance. Une ambition légitime du leader du secteur des assurances au Gabon qui a invité, à cette occasion, ses meilleurs clients, ses partenaires et des hauts cadres de l'administration gabonaise.

**« La satisfaction du client restera au quotidien à travers nos actions commerciales et de service »**

Devant ce parterre d'invités, le Directeur Général a affirmé l'engagement du Groupe Ogar aux côtés de ses clients et partenaires en mettant à leur disposition, expertise, énergie et enthousiasme. « *En 40 ans, nous avons construit un groupe prospère doté d'une forte expertise dans tous les métiers des assurances. Notre Groupe s'appuie sur des valeurs fortes qui forment un socle pour notre projet d'entreprise à travers l'innovation, le professionnalisme, la proximité avec les clients et la responsabilité sociale. Grâce à ses valeurs, le Groupe est devenu leader au Gabon. Cette réussite est le reflet d'une confiance mutuelle et le fruit d'un laborieux travail collectif et quotidien de toute l'équipe. Aujourd'hui, nous disposons d'une large gamme de produits en vie et en non vie, et à forte valeur ajoutée aussi bien pour les particuliers que pour les entreprises ; un réseau de distribution à travers tout le pays et, enfin,*



M. BARTOSZEK Bernard, DG Groupe Ogar

*un réseau de partenaires professionnels et dynamiques. »*

Fort de ses atouts et de son leadership dans notre pays, le Groupe Ogar change d'identité visuelle pour installer plus que jamais le client au cœur de son action quotidienne et mettre en avant l'accueil, la relation, la personnalisation, le conseil et la compétence. C'est le sens donné au plan stratégique Vision 2015 qui organise l'ambition du Groupe en axant tout particulièrement ses efforts sur la satisfaction du client, le développement de la gamme de produits, l'innovation, la mise en place d'un système de management de la qualité et le développement international.

## Un marché régional porteur

Une nouvelle identité qui se veut moderne, dynamique et chaleureuse. Elle associe une typographie élégante et rassurante à une nuée d'oiseaux colorés, symbole de diversité et de solidarité. Elle manifeste, ainsi, la volonté du



Le DG et les cadres Ogar

groupe d'aller plus haut et de s'internationaliser. Le premier choix du Groupe vise d'abord les pays de la région de l'Afrique Centrale et ensuite l'Afrique de l'Ouest. Les raisons avouées par le Directeur Général portent sur les nombreuses opportunités qu'offre le marché africain de l'assurance. Un marché régional où la gamme de produits vie et non vie demeure encore faible.

Les opportunités à saisir portent également sur des indicateurs socioéconomiques favorables tels que le rythme de croissance soutenue, les conditions économiques et sociétales favorables, la hausse du niveau de vie, la prise de conscience de la notion de risque, l'accroissement du marketing de l'offre (acteurs et gamme), le soutien des pouvoirs publics, l'amélioration de la crédibilité liée à un règlement des sinistres sécurisé, et le développement de la bancassurance. « *Ce marché offre d'importantes perspectives commerciales que nous entendons saisir. C'est décidé, nous allons nous implanter en Afrique Centrale et en Afrique de l'Ouest*

*pour accompagner nos clients et prendre notre place naturelle dans ce marché à fort potentiel. Et pour préparer ce développement à l'international et optimiser son efficacité, le Groupe a décidé de faire évoluer sa marque »*, affirme avec conviction le Directeur Général.

Une marque imagée à travers la feuille de l'Okoumé, le baobab du Gabon. Cet arbre emblématique de notre pays dont la feuille symbolise les racines, la force. « *C'est un signe entériné dans un territoire, avec la vocation de construire une base solide pour une entreprise en construction »*, expliquera-t-il. Et enfin, la nuée d'oiseaux qui caractérise aussi cette marque colorée du bleu, du rouge et de l'orange, symbolise l'universalité du Groupe. Faudrait-il préciser que les oiseaux traduisent la dynamique, l'évolution, la migration vers l'international. Utilisés en nuée, les oiseaux évoquent la diversité, le partage et la solidarité. C'est le symbole de l'envol du Groupe Ogar vers de nouveaux challenges. Bon vol et bon vent à l'international.

## CROISSANCE ÉCONOMIQUE

## La croissance économique gabonaise au service de la jeunesse innovante

L'incubateur national des jeunes entreprises (GaBIL), véritable accélérateur de projets générateurs d'emplois, a ouvert ses portes à Libreville le 1er octobre 2014. Concrétisation des orientations données par le Président de la République lors de la remise du Document de politique nationale de la jeunesse du Gabon en février 2013, le Gabon Business Innovation Lab. est un atout majeur pour l'implémentation de la Stratégie d'investissement humain, en lien avec le secteur privé, le monde associatif et l'expertise internationale.



Siège Gabon Business innovation Lab (GABIL)

**A**vec un taux de croissance prévu de 8,5% en 2015 et l'impulsion de l'investissement privé en progression estimée de 12,9%, la dynamique économique du Gabon doit féconder les espoirs des jeunes entrepreneurs et des nouveaux entrepreneurs bien décidés à prendre toute leur part de réussite dans l'essor national. « *Le futur de l'Afrique dépend de la capacité de la jeunesse à innover et à entreprendre »* : reçu cinq sur cinq, le message d'Ali Bongo Ondimba trouve sa matérialisation dans l'ouver-

ture – séquencée sur le dernier trimestre 2014 – de la première structure d'appui multisectoriel à la création d'entreprises génératrices de revenus. Dès la mi-octobre, des sessions d'accompagnement seront organisées à Likouala, sur le site qui abrite également la cellule de coordination du Grand Prix de l'Excellence.

## Stratégie globale d'attractivité et d'emploi – action

Convaincu que « *l'investissement dans la jeunesse est celui qui a le plus haut rendement en matière de développement, car il s'agit du capital humain »*, le Président de la République n'a cessé de mobiliser les énergies des secteurs public et privé pour répondre aux attentes exprimées lors du Forum national de la jeunesse en septembre 2011. Illustration de cette ambition aboutie, l'incubateur conjugue les moyens de l'État, qui met à disposition un bâtiment entièrement rénové et équipé de matériels bureautiques et informatiques, l'expertise de JA Gabon, membre

du réseau mondial Junior Achievement Worldwide, qui a été désigné comme opérateur exclusif du GaBIL et l'apport attendu des entreprises privées dans le cadre des exigences RSE (Responsabilité Sociétales des Entreprises).

Engagée dès l'origine dans la préfiguration d'un incubateur national, pionnière en matière de promotion de l'entrepreneuriat auprès des jeunes, l'APJA conserve ses attributions prescriptrices essentielles pour une meilleure intégration économique et souscrit pleinement à la directive du Président de la République de garantir la crédibilité du programme d'incubation dans le cadre d'un partenariat technique international.

Une stratégie globale d'attractivité et d'emploi – action 53 du PSGE « *Promotion de l'entrepreneuriat »* - est en place au niveau national, qui agrège le partenariat avec la Banque mondiale au travers du Projet de promotion de l'investissement et de la compétitivité (PPIC) et les missions de la nouvelle Agence nationale pour les investissements in-

ternationaux.

Alliance synergique pour une redistribution plus juste des fruits de la croissance, la Stratégie d'investissement humain est au cœur du Pacte social proposé aux Gabonaises et aux Gabonais par Ali Bongo Ondimba. « *Il faut que vous ayez confiance en votre potentiel. Il faut croire en votre capacité de réaliser vos rêves. »*

**Vous êtes jeune ? Vous avez une idée ? Vous avez un incubateur !**

*A propos de l'Incubateur de l'APJA : Un incubateur est une structure d'appui à la création d'entreprise qui permet de passer de l'idée initiale à la réalisation et à la consolidation d'un projet structuré. L'accompagnement met notamment l'accent sur la formation à l'entrepreneuriat, la connexion aux partenaires, les modalités et la recherche de financement, le ciblage du marché et l'élaboration du modèle économique.*

Source : APJA





# Transport et Logistique

## La logistique, un apport considérable pour un développement socioéconomique efficient

Les infrastructures de transport sont un des axes essentiels de la stratégie de développement du Gabon. La logistique en est un maillon incontournable, dans la mesure où elle s'entend comme l'art de gérer les flux au meilleur coût. Non seulement les flux de produits, mais aussi les flux d'informations associés aux flux physiques, depuis le fournisseur initial jusqu'au client final. Elle permet l'adéquation entre une demande et une offre, ainsi qu'une meilleure rentabilité des investissements. C'est dans ce sens que nous avons la mesure des enjeux d'un secteur économique aussi essentiel et incontournable que celui du transport et de la logistique. Nous regrettons que certains acteurs majeurs n'y soient pas. Toutefois, ceux qui ont répondu présent rendent compte, dans les colonnes qui suivent, de l'importance du transport et de la logistique dans une économie en pleine croissance comme la nôtre. Pour preuve, lorsque l'épidémie Ebola s'est déclarée en Guinée Conakry, se propageant très rapidement en Sierra Leone et au Libéria, certaines frontières des pays voisins ont été fermées. Les dégâts causés sur le capital humain et économique par ce virus ont pour conséquence de freiner la marche normale de l'économie de ses pays, entraînant ainsi des pertes importantes enregistrées dans l'import-export, les recettes tarifaires et bien d'autres. Même Olam International s'est mobilisé en s'engageant financièrement dans la lutte contre Ebola. Sunny Verghese, Directeur Général et CEO du Groupe Olam a remis un don de 125 millions de francs à Médecins Sans Frontières et à la World Cocoa Foundation. « Et nous ne serions pas où nous sommes aujourd'hui, c'est-à-dire présents dans 25 pays africains, sans les communautés avec lesquelles nous travaillons. A leur tour, ces familles dépendent d'Olam pour gagner leur vie », reconnaît le Directeur Général et CEO du Groupe.

Plus près de nous, les armateurs qui travail-

lent sur nos ports ont dû rebrousser chemin parce qu'il leur a été exigé des tests virologiques sur une période d'un mois. Or le coût d'immobilisation pendant un mois s'élèverait à environ 2000 dollars jour. C'est un manque à gagner important pour ces armateurs qui se sont vu obliger d'aller chercher d'autres ports d'attache pour transborder leurs conteneurs de marchandises destinées aux entreprises importatrices du Gabon. La conséquence immédiate de cette situation imposée par l'épidémie, aussi bien aux armateurs, aux transitaires, aux acconiers, aux entreprises de l'import-export qu'aux administrations publiques, est un manque à gagner certain dès lors que les navires sont déviés sur d'autres ports. Aussi, d'autres types de transports - terrestre ou aéroportuaire - s'avèrent d'une importance capitale pour les activités économiques du pays. Bolloré Logistiques et Air France en parlent aisément dans ce dossier parce qu'ils mesurent avec les recettes avec à propos les enjeux économiques de ce secteur.

**Groupe Bolloré, premier réseau de logistique intégrée**

En effet, pour les responsables de Bolloré Gabon, établie depuis 1942 à Libreville sous le nom de SDV Gabon, qui devient une filiale du groupe Bolloré en 1991, « tel que défini

par le Plan stratégique Gabon émergent, la nouvelle stratégie de développement économique du Gabon repose sur sa diversification. Sur le plan social, le chantier est tout aussi vaste. Il est clair que la logistique aura un apport considérable dans la mise en œuvre de ces politiques pour un développement efficient du Gabon. Nous demeurons conscients que les enjeux sont énormes car il est question d'accompagner un pays vers la voie de l'émergence. C'est pour cela que nous nous engageons à fournir, en matière de logistique, une expertise avérée à travers une qualité de services à forte valeur ajoutée, pour répondre objectivement aux perspectives que nous offre cette diversification de l'économie gabonaise ». Faut-il rappeler que, avec environ 900 employés, Bolloré Gabon,

filiale du Groupe Bolloré, est le premier réseau de logistique intégrée.

Le constat des responsables de la compagnie aérienne Air France KLM ne diffère pas de celui des précédents dirigeants dès lors qu'elle prospère dans une région d'Afrique Centrale à forte

croissance économique. Et il est normal qu'Air France, comme d'autres transporteurs, précise-t-on à la délégation Afrique Centrale de Libreville, réponde à ses besoins de développement. « A titre d'exemple, dans notre région, nous sommes passés de 5 vols à un

vol quotidien sur Libreville au printemps 2013, augmentant par là notre offre de +35% de sièges. Mais nous avons aussi augmenté notre offre au Congo, passant en mai 2014 en vols quotidiens sur Pointe-Noire pour l'été, et au Cameroun, où en complément des vols quotidiens sur Douala, nous avons renforcé notre offre sur Yaoundé en passant de 3 à 4 vols hebdomadaires. Tous ces développements s'accompagnent, chaque fois, de la mise en place d'une nouvelle gamme de tarifs plus attractifs pour répondre aux attentes des familles et des clients loisirs, mais aussi des clients affaires. Pour le Gabon, notre nouveau tarif « MBolo Samba », à destination de Paris, est proposé à seulement 590.000 francs CFA TTC. »

**Un engagement fidèle et durable d'Air France**

« Nous avons toujours accompagné le Gabon, et sommes aux côtés des Gabonais depuis plus de 65 ans. Notre engagement n'est pas nouveau, il est fidèle et durable. Les développements s'inscrivent dans deux directions. L'une des perspectives est quantitative et se traduit par la taille des avions longs courriers et le nombre de fréquences que nous mettons en place sur le Gabon. Cette composante étant en général directement liée à la demande à laquelle nous nous adaptons. L'autre perspective est qualitative, elle consiste en la mise en place de nos meilleurs produits, la gamme complète de nos nouveaux services longs courriers à la disposition de nos clients gabonais. Nous poursuivrons cette démarche par le maintien de la desserte d'avions et de produits répondant toujours aux meilleurs standards internationaux. Nous sommes la seule compagnie au Gabon à offrir un choix entre 4 cabines de voyage », affirme-t-on du côté de cette délégation.



# Air France, candidat à l'ouverture d'une desserte directe entre Port-Gentil, Paris et le reste du monde

La région d'Afrique Centrale est une région à forte croissance, et Air France, comme d'autres transporteurs, répond à ses besoins de développement. A titre d'exemple, la compagnie française est passée de 5 vols hebdomadaires à un vol quotidien sur Libreville au printemps 2013, augmentant par là son offre de +35% de sièges. En Afrique Centrale, Air France opère avec une flotte moderne d'Airbus A330, Airbus A340 et de Boeing 777. C'est dire que le trafic Low Cost et la desserte du Gabon en A380 n'est pas pour demain. Le 4 décembre 2015, Air France présentera son nouveau siège Business et sa Suite exclusive, et dès 2015 le Gabon sera l'une des premières destinations africaines desservies en Boeing 777 équipé de nouveaux sièges.

## Economie Gabon+ : A quand le marché de Low Cost en Afrique ?

**Air France :** Le marché du Low Cost (marché à bas coût) est né aux Etats-Unis et s'est développé sur les continents européen et asiatique ces dernières années. Le produit Low Cost est destiné à répondre au besoin de clients loisirs, sur le court et moyen courrier. Aujourd'hui, il n'y a pas de transporteurs Low Cost à proprement parler sur le long courrier, car le modèle Low Cost s'appuie sur le principe de rotations rapides et courtes et un service à bord succinct sur des lignes à gros volumes de trafic.

En Afrique, même si nous constatons l'émergence de quelques compagnies Low Cost, notamment en Afrique australe, les conditions ne nous semblent pas réunies pour l'émergence d'un vrai trafic Low Cost sous-régional, et cela pour deux raisons. D'une part, à cause de la relative faiblesse du trafic, car on ne peut pas comparer le trafic entre Libreville et Douala ou Brazzaville à celui entre Paris et Londres ou Singapour et Jakarta par exemple. D'autre part, à cause des coûts d'exploitation qui sont encore très élevés en Afrique. Proposer des prix très bas sans avoir des coûts d'exploitation très bas, cela revient à générer de très gros déficits, et ce n'est pas viable à terme.

## Economie Gabon+ : Quelle est la situation actuelle du trafic passager dans la région d'Afrique Centrale sous votre juridiction et en particulier celle du Gabon quand on sait que vous avez augmenté la desserte sur Libreville de cinq à sept vols par semaine ?

La région d'Afrique Centrale est une région à forte croissance, et il est normal qu'Air France, comme d'autres transporteurs, réponde à ses besoins de développement. A titre d'exemple, dans notre région, nous sommes passés de 5 vols à un vol quotidien sur Libreville au printemps 2013, augmentant par là notre offre de +35% de sièges. Mais nous avons aussi augmenté notre offre au Congo, passant en mai 2014 en vols quotidiens sur Pointe-Noire pour l'été, et au Cameroun, où en complément des vols quotidiens sur Douala, nous avons renforcé notre offre sur Yaoundé en passant de 3 à 4 vols hebdomadaires.

Tous ces développements s'accompagnent, chaque fois, de la mise en place d'une nouvelle gamme de tarifs plus attractifs pour répondre aux attentes des familles et des clients loisirs, mais aussi des clients affaires. Pour le Gabon, notre nouveau tarif « MBolo Samba », à destination de Paris, est proposé à seulement 590.000 francs CFA TTC\*. Il s'est très bien vendu en 2013 puis en 2014. D'autres tarifs au départ de Libreville, proposés vers plus de 30 destinations, ont connu des baisses significatives entre 150.000 et 200.000 francs CFA par rapport au tarif de référence en 2012. Nous avons même à certaines périodes de l'année publié des tarifs encore plus bas, notamment à 490.800 francs CFA TTC, qui correspondaient à une baisse de 300.000 francs CFA par rapport à 2012, ce qui est considérable !

En 2013, en moyenne 39% des réservations faites en classe Economique au départ de Li-

breville se sont vendues à des tarifs inférieurs à ceux de 2012, avec des pointes à plus de 47% certains mois. Nos efforts ont été très appréciés par nos clients qui ont à la fois pu bénéficier d'une offre de qualité quotidienne, mais également d'une baisse de prix.

En classe Business, nous suivons la même approche. Nous avons actuellement, au Gabon, une promotion effective jusqu'au 15 octobre qui propose un tarif Business vers Paris à 2 300 000 francs CFA TTC.

Cette même politique de baisse de tarifs grâce à l'accroissement de l'offre, s'est aussi appliquée à Pointe-Noire avec un nouveau tarif, « Kwenda Vutuka », et à Yaoundé, avec là aussi une nouvelle gamme tarifaire et un tarif d'appel, « Maké Mazu »,... qui ont connu le même succès.

## Economie Gabon+ : A quand la desserte sur Port-Gentil ?

Nous pensons que le Gabon justifie, de par la nature et la diversité de son trafic, la disposition de deux escales distinctes. Nous servons le Congo à Brazzaville et à Pointe-Noire, et le Cameroun à Douala et à Yaoundé. Il y a du sens à une double desserte du Gabon à Libreville et à Port Gentil. Nous sommes candidats à l'ouverture d'une desserte directe entre Port-Gentil, Paris et le reste du monde, en complément de la desserte de Libreville qui restera servie en vols quotidiens. Le prérequis légitime des autorités pour cette ouverture est que les infrastructures aéroportuaires remplissent les conditions nécessaires pour l'exploitation des appareils longs courriers. C'est en cours et nous sommes en parfaite entente avec les autorités du Gabon sur ce point. Cette ouverture se fera, nous sommes tous mobilisés pour concrétiser cela, car elle est très attendue.

## Economie Gabon+ : Une compagnie doit assurer en permanence un service de qualité, sinon elle meurt, avisent les experts de l'aviation civile. Et la qualité dépend en priorité de la composition de la flotte. Qu'en est-il aujourd'hui de la de la flotte qui assure la desserte sur les pays de l'Afrique Centrale ?

En Afrique Centrale, nous opérons avec une flotte moderne d'Airbus A330, Airbus A340 et de Boeing 777, ce qui nous permet d'offrir à nos clients le choix de cabine le plus adapté à leurs attentes. Le Gabon et le Cameroun sont servis avec des appareils qui offrent toute la gamme de nos produits, de la Première à la classe Economique, avec les classes Business Affaires de grande qualité et une classe intermédiaire Premium Economy toujours très demandée.

Par ailleurs, des investissements très importants de plus de 500 millions d'euros ont été engagés par Air France pour la montée en gamme des produits longs courriers. Ces nouvelles cabines baptisées « Best & Beyond » répondent au plus haut niveau des critères aéronautiques actuels. Dans un premier temps les Boeing 777 en seront équipés. Ces nouvelles cabines seront mises en ligne en Afrique Centrale sur le Gabon, le Cameroun et la Guinée Equatoriale dès 2015.

La présentation de ces nouveaux produits se fera, pour le continent africain, à Libreville

les 4 et 5 décembre prochains. Nos clients pourront en exclusivité africaine voir ces fauteuils haut de gamme le temps d'une journée avant qu'ils ne nous reviennent dans les avions au printemps prochain.

## Economie Gabon+ : Air France KLM a mis sur la desserte de l'Afrique du Sud le gros porteur Airbus A380. Est-il possible d'avoir une desserte sur les grandes villes de la région de l'Afrique Centrale d'un avion de ce type ? Quelles sont les conditions requises pour qu'il desserve une ville comme Libreville ?

Le premier des prérequis pour envisager une desserte en A380 est lié aux infrastructures de l'aéroport d'accueil, tels que la piste, les parkings avions, les passerelles, les salles d'embarquement, etc. Sur ce point, en Afrique Centrale, seul l'aéroport de Brazzaville est équipé pour accueillir ces gros avions. Ce n'est pas envisageable à Libreville en l'état actuel des infrastructures aéroportuaires.

Le second prérequis est bien sûr d'avoir le trafic pour justifier un tel appareil. De ce point de vue, le Gabon opère en vol quotidien en B777-300. Ces appareils ont une capacité de 303 sièges, répartis en 8 sièges Première, 67 Business, 28 Premium Economy et 200 sièges Economy. Un A380 avec ses 516 sièges serait sans doute une offre trop ambitieuse en vols réguliers. Cette question est de toute façon prématurée en raison des contraintes techniques.

## Economie Gabon+ : Quelles sont aujourd'hui les perspectives réelles de développement et de croissance d'Air France KLM ?

Nous avons toujours accompagné le Gabon, et sommes aux côtés des Gabonais depuis plus de 65 ans. Notre engagement n'est pas nouveau, il est fidèle et durable. Les développements s'inscrivent dans deux directions. L'une des perspectives est quantitative et se traduit par la taille des avions longs courriers et le nombre de fréquences que nous mettons en place sur le Gabon. Cette composante étant en général directement liée à la demande à laquelle nous nous adaptons. L'autre perspective est qualitative, elle consiste en la mise en place de nos meilleurs produits, la gamme complète de nos nouveaux services longs courriers à la disposition de nos clients gabonais. Nous poursuivrons cette démarche par le maintien de la desserte d'avions et de produits répondant toujours aux meilleurs standards internationaux. Nous sommes la seule compagnie au Gabon à offrir un choix entre 4 cabines de voyage.

Le 4 décembre 2015, Air France présentera son nouveau siège Business et sa Suite exclusive. La Première lors d'une soirée à l'hôtel NOMAD, puis le lendemain, cette présentation sera ouverte au public. Dès 2015, le Gabon sera l'une des premières destinations africaines desservies en Boeing 777 équipé de nouveaux sièges.

(NDLR : \*Tarifs disponibles jusqu'au 31/12/2014.)

## GEOTECHNIC

Société Unipersonnelle à Responsabilité Limitée  
Capital XAF 3.000.000



**Votre partenaire de proximité en Exploration - Production**  
**Conseil - Assistance - Proximité**

### ASSISTANCE GÉOLOGIQUE

- **Contrôle Géologique des sondages** : apporter à l'Opérateur des informations instantanées, outils d'aide à la décision en matière de conduite et de programmation des opérations.
- **Gestion Carothèque** : réceptionner, conditionner et stocker les échantillons de roches en provenance des forages, gestion informatisée des données.

### ASSISTANCE SISMIQUE

Accompagner les prestataires des campagnes sismiques grâce à nos équipes chevronnées, rompues aux conditions extrêmes.

**Siège Social : B.P. 2975 Port-Gentil - Gabon, en face '25 Logements'**  
**Tél. : +241 07 87 04 07 / 05 09 52 65 • Fax : +241 01 56 60 08**  
**E-mail : geotechnic2pog@yahoo.com**



## TRANSPORT ET LOGISTIQUE

# La CNNII relève le grand défi logistique et organisationnel

Nous avons, dans le cadre de la réalisation de ce dossier sur la logistique et le transport, fait la rencontre des dirigeants de la CNNII. L'ambition de François Oyabi, directeur général la Compagnie Nationale de Navigation Intérieure et Internationale (CNNII), est de faire, à l'horizon 2025, de cette compagnie maritime gabonaise, « une entreprise publique de référence dans le secteur des services, une structure économiquement viable et socialement utile et dotée d'un personnel proactif et motivé (...) ».

Par Nelto et Pambo



Barges C2N2I

La Compagnie Nationale de Navigation Intérieure et Internationale, créée en février 2013, par l'ordonnance N°03/PR du 21 février 2013 est une société d'Etat, constituée sous la forme d'une société anonyme, régie par l'Acte uniforme de l'OHADA qui, malgré un parcours en dents de scie, a résisté à toutes les conjonctures défavorables. Ce n'est pas le cas des autres sociétés publiques et parapubliques qui ont été simplement un feu de paille. Aujourd'hui, la C2N2I, pour une meilleure adéquation entre la demande et l'offre dans le secteur du transport maritime, fluvial et lagunaire, s'est dotée d'une impressionnante flotte pour une meilleure rentabilité de ses investissements. Faut-il rappeler qu'une compagnie qui n'assure pas en permanence un service de qualité, meurt avant d'amortir ses investissements ? Et cette qualité de service dépend intrinsèquement et en priorité de la composition de sa flotte.

Les responsables de la C2N2I, en particulier son directeur général François Oyabi, l'ont bien compris lorsqu'ils ont entrepris des négociations avec des partenaires extérieurs, notamment des chantiers navals pour équiper la compagnie en matériel de qualité. Le résultat se vérifie aujourd'hui sur le terrain et sur les eaux avec cette armada de bateaux et de barges qui font la fierté de ces responsables du transport des passagers et des frets du Gabon. La principale mission de la C2N2I est en effet le transport des personnes, des marchandises, du fret liquide, solide ou gazeux par voie maritime, fluviale et lagunaire, ainsi

que toutes les opérations connexes. Ses dessertes sont nombreuses et elle assure le transport de passagers et de marchandises en toute sécurité dans les conditions de conservation optimales.

### Une flotte très impressionnante

L'entreprise dispose de catamarans rapides pour le transport de passagers, dont 6 principaux : L'APOMANDE JET, d'une capacité de 200 passagers avec pour principale desserte Libreville /Port-Gentil ; le NTCHENGUE EXPRESS, d'une capacité de 215 passagers, a pour desserte Libreville/Port-Gentil ; LE GEORGES RAWIRI, avec une capacité de 210 passagers, a les dessertes suivantes : Port-Gentil/Lambaréné et Port-Gentil/Ndougou/Omboué ; LE NDINDI, d'une capacité de 200 passagers, a comme principale desserte Libreville/Port-Gentil ; LE SETTE CAMA, d'une capacité de 200 passagers, a pour principale desserte Libreville/Port-Gentil ; LE BOOUE, d'une capacité de fret de 500 tonnes, a pour principale desserte Libreville/Port-Gentil.

L'entreprise dispose d'attaches pétroliers, essentiellement des barges tankers et pousseurs. La capacité des barges tankers est de 500 tonnes chacune.

En termes de moyens logistiques, la C2N2I dispose de remorques, de camions-remorques, de grues, de chariots élévateurs, de conteneurs secs et de conteneurs frigos.



La logistique portuaire

### Performance au 1<sup>er</sup> semestre 2014

En 2013, les performances commerciales de la compagnie sont éloquentes et parlent d'elles-mêmes avec un nombre de passagers transportés de 105.603. Au niveau du fret, le volume des marchandises transportées par la C2N2I est de l'ordre de 100.000 tonnes. Forte de cette performance positive de l'année 2013, la C2N2I présente, au cours du trimestre 2014, un total de 74.540 personnes transportées (adultes et enfants) sur l'ensemble des segments d'activités de la compagnie dont 71.819 passagers sur les dessertes Libreville/Port-Gentil/Gamba.

### Les dessertes de la C2N2I

Il est important de préciser que les dessertes ont un point commun, celui d'être liées à Port-Gentil que l'on pourrait qualifier de plaque tournante, incontestablement par le fait que c'est la capitale économique (sinon industrielle) du pays. On a ainsi la desserte Libreville/Port-Gentil tous les jours, celle de Port-Gentil/Gamba tous les 15 jours, une autre Port-Gentil/Lambaréné tous les mardis ; Port-Gentil/Ndougou/Fernand-Vaz tous les jeudis. C'est la seule entreprise à desservir toutes ses destinations à la fois.

### Des partenaires de confiance

Ce sont toutes les entreprises avec lesquelles elle collabore. Il s'agit des entreprises avec lesquelles la confiance est bien établie et

consolidée comme Orabank, DHL, CFAO, CECA GADIS, SIGALI, MANDJI HANDLING, SEEG, SMAG, SOBRAGA, SODIM TP, PETRO GABON, PHARMA GABON, CORRA WOOD, BERNABE GABON, GETMA, NESTLE GABON, SATOGA, TRACTAFRIC/MOTORS, ECIG, CNAMGS, LA POSTE S.A, TNT AVS, etc.

« Ces bons résultats découlent de la qualité technique des moyens exploités et de la valeur subjective liée à la confiance née des prestations offertes », explique son Directeur Général.

Ce dernier évoque, toutefois, quelques préoccupations dans le fonctionnement de la compagnie. « Les pannes, les accidents ou les retards dans la programmation sont structurellement liés au service des transports. D'autant plus que dans le pays et dans d'autres modes de transports, ces faits sont monnaie courante », ajoute-t-il.

Des performances en adéquation avec l'ambition de François Oyabi de faire de la C2N2I, à l'horizon 2025, « une entreprise publique de référence dans le secteur des services, une structure économique viable et socialement utile et dotée d'un personnel inventif et motivé (...) » La réalisation de cette noble ambition passe obligatoirement par la satisfaction d'un double impératif : d'une part, l'assainissement du cadre institutionnel existant et, d'autre part, la mise en place d'un dispositif infrastructurel adapté aux besoins socio-économiques de la nation », affirme-t-il.

**Gamme Volkswagen Utilitaires à partir de**

1 3 7 5 0 0 0 0

Gamme Utilitaires à partir de 13 750 000 FCFA TTC

Z.I. Oloumi (face au lycée) / Email : contact@gr-gsa.com  
Tél : 01 72 25 14 / 15 / 16



## BOLLORE LOGISTICS GABON ET ENVIRONNEMENT

## Développement de transports propres et gestion intelligente de l'énergie via des technologies innovantes

C'est la nouvelle donne de la stratégie de développement de Bolloré Logistics Afrique qui, dans le cadre de ses innovations phares pour le continent africain, a mis en place, à travers sa filiale Blue solution, un procédé unique, le BLUELINE, qui permet de produire, de stocker et de distribuer une électricité écologique et inépuisable dans des lieux non équipés en réseaux électrique.

Propos recueillis par Dr Nelto



**Economie Gabon+ :** La logistique est l'art de gérer les flux au meilleur coût. Non seulement les flux de produits, mais aussi les flux d'informations associés aux flux physiques, depuis le fournisseur initial jusqu'au client final. Elle permet l'adéquation entre une demande et une offre, ainsi qu'une meilleure rentabilité des investissements. Est-ce le service que vous offrez dans votre entreprise ?

**BOLLORE Logistics Gabon :** Nous offrons ce service et bien plus en termes de logistique. En effet, nous sommes le premier réseau de logistique intégrée au Gabon.

**Economie Gabon+ :** Depuis quand Bolloré Africa Logistic est implanté au Gabon ?

**BOLLORE Logistics Gabon :** Depuis 1942, la compagnie est établie à Libreville sous le nom de SDV Gabon, qui devient une filiale du groupe Bolloré en 1991.

« Notre investissement en termes d'expertise et de finance est notre pierre à l'édifice. »

**Economie Gabon+ :** Voulez-vous bien, M. le Directeur Général, nous présenter votre structure et la gamme des services que vous offrez à votre clientèle ?

**BOLLORE Logistics Gabon :** Avec environ 900 employés, Bolloré Gabon, filiale du Groupe Bolloré est le premier réseau de logistique intégrée qui, afin d'être en phase avec les évolutions du marché, en plus du transport multimodal et de la logistique, offre des services tels que le shipping, la manutention, l'entreposage, le chantier naval, et

tout dernièrement, via notre immeuble GML devenu LBS, la location des bureaux dans le centre-ville ainsi que la communication publicitaire avec Havas Média.

« Nous ne voulons pas seulement être les premiers mais surtout être les meilleurs en termes de qualité de service... »

**Economie Gabon+ :** Quelle est l'étendue de votre champ d'action dans la chaîne logistique de Bolloré Africa Logistics ? Quels sont vos différents partenaires ?

Dans la chaîne logistique de Bolloré Africa Logistics, l'étendue de notre champ d'action traverse les frontières maritimes et terrestres.

Nos partenaires nationaux directs sont l'OPRAG, GPM, STCG, CMA CGM, d'une part, et, d'autre part, le Gouvernement gabonais et les différentes administrations, car nous sommes inscrits dans une démarche d'accompagnement de l'évolution de l'économie gabonaise.

**L'organisation de la logistique au Gabon est en constante amélioration**

**Economie Gabon+ :** Le Gabon, un meilleur risque-pays de la zone Cemaec avec une note B\*\* et une note C pour l'environnement des affaires, jouissant d'une grande stabilité politique et sociale, d'une grande stabilité monétaire avec le franc CFA indexé à l'euro, des atouts économiques solides pour les investisseurs, et des indicateurs économiques encourageants et favorables aux investissements directs extérieurs, attire les convoitises. Quelle est votre stratégie dans un secteur devenu très concurrentiel avec de

## Mining

Bolloré Africa Logistics est le partenaire logistique privilégié des leaders mondiaux de l'extraction minière. Partout en Afrique, ces grands comptes s'appuient sur l'expérience, le savoir-faire et l'engagement des équipes Bolloré Africa Logistics. Une garantie de service assurée quotidiennement sur les terrains les plus reculés et les plus complexes du continent, là où les conditions d'exploitation et de transport sont les plus difficiles.

**Bolloré Africa Logistics accompagne ses clients et partenaires des mines, dans toutes les phases de leurs projets et pour tous leurs besoins logistiques**

**Exploration :** en acheminant le matériel de forage sur place et en nous chargeant du transport des échantillons et carottages vers les différents laboratoires où qu'ils soient dans le monde.

**Etude de faisabilité :** en réalisant les « road surveys » ou études logistiques nécessaires.

**Construction :** en organisant l'expédition des matériaux et équipement pour la construction de la mine depuis les différentes sources d'approvisionnement dans le monde jusqu'aux sites les plus reculés.

**Exploitation :** une fois la mine opérationnelle, nous transportons tous les intrants, produits chimiques, fournitures, pièces détachées nécessaires au bon fonctionnement de la mine. Nous pouvons organiser les approvisionnements à partir de plateformes localisées dans des hubs de consolidation, et également prendre en charge la gestion

des stocks sur le site.

**Exportation du minerai :** nous mettons en place des solutions adaptées pour l'expédition du minerai jusque chez vos clients où qu'ils soient dans le monde.

**Nos points forts Mining**

Engagement à vos côtés dans toutes les phases de votre projet.

Des ressources sur le terrain expérimentées qui connaissent les contraintes et exigences des miniers.

Une équipe dédiée à nos clients mining, avec un Directeur Mining basé à Johannesburg, des Responsables Mining Régionaux et Locaux, des délégués mining basés au Canada, aux USA, et en Australie.

Le « one stop shop » avec une capacité de prise en charge de tous vos besoins de bout en bout.

L'efficacité de notre organisation, à la fois globale et régionale, repose sur une culture de proximité assurée au quotidien par des équipes dédiées et des gestionnaires de compte.



nouveaux partenaires qui s'organisent, de nouveaux opérateurs, d'une clientèle de plus en plus exigeante et qui doit prendre en compte les dernières évolutions et perspectives du marché et des clients ?

Notre stratégie est celle de l'amélioration constante de nos services, tant en termes de qualité qu'en termes de quantité. Nos investissements vont dans ce sens. Nous ne voulons pas seulement être les premiers mais surtout être les meilleurs en termes de qualité de service en mettant le client au centre de nos activités, donner une réponse adaptée à chaque besoin afin que tout le monde soit gagnant.

**Economie Gabon+ : Les infrastructures de transport sont un des axes essentiels de la stratégie de développement du Gabon et la logistique, un maillon incontournable. Pensez-vous que la logistique, telle qu'elle est organisée au Gabon, est efficiente ?**

Le Gabon est un pays en plein développement, tout comme vous y faites allusion dans votre question en parlant de « stratégie de développement », l'organisation de la logistique y est en constante amélioration, ce qui nous fait dire que nous approchons « step by step » de l'efficience dont vous parlez.

**Economie Gabon+ : Quels sont les problèmes de la logistique au Gabon et les innovations que vous apportez pour pallier les insuffisances de ce secteur stratégique pour le développement économique et social du Gabon ?**

**BOLLORE Logistics Gabon :** Les problèmes de la logistique au Gabon relèvent de

prime abord du manque d'infrastructures adéquates. Pour pallier cette insuffisance, notre investissement en termes d'expertise et de finance est notre pierre à l'édifice.

**Economie Gabon+ : Il a été développé à Bolloré Africa Logistics des innovations phares telles que BLUELINE, BLUEZONE et BLUEBUS. Peut-on avoir un éclairage de ces innovations et surtout sur BLUELINE ?**

Blue solution, société du Groupe Bolloré, développe des technologies qui répondent à deux enjeux majeurs pour l'environnement : le développement de transports propres et la gestion intelligente de l'énergie, notamment à travers une meilleure intégration des énergies renouvelables.

Aussi dans le cadre des innovations phares pour le continent africain, Blue solution a mis en place un procédé unique, le BLUELINE, qui permet de produire, de stocker et de distribuer une électricité écologique et inépuisable dans des lieux non équipés en réseaux électriques.

Le Blue zone est un ensemble de zones équipées du BLUELINE, et le BLUEBUS une ligne de bus 100% électrique, silencieuse, respectueuse de l'environnement et dotée d'une autonomie de 150 km par jour, car ces bus sont équipés de batteries électriques LMP.

**Economie Gabon+ : A quand le BLUELINE au Gabon ?**

Affaire à suivre...

« Les autorités gabonaises peuvent toujours nous faire confiance car nous répondrons toujours à leurs attentes. »

**Economie Gabon+ : Quel est l'apport réel de la logistique pour une contribution efficace à la nouvelle stratégie de développement économique et social de notre pays ?**

Tel que défini par le Plan stratégique Gabon émergent, la nouvelle stratégie de développement économique du Gabon repose sur la diversification de celle-ci. Sur le plan social, le chantier est tout aussi vaste. Il est clair que la logistique aura un apport considérable dans la mise en œuvre de ces politiques pour un développement efficient du Gabon.

**Economie Gabon+ : Enfin, quels sont les enjeux et les perspectives de la logistique dans un Gabon qui a pris le train de la diversification de son économie ?**

Nous demeurons conscients que les enjeux sont énormes, car il est question d'accompagner un pays vers la voie de l'émergence. C'est pour cela que nous nous engageons à fournir, en matière de logistique, une expertise avérée à travers une qualité de services à forte valeur ajoutée, pour répondre objectivement aux perspectives que nous offre cette diversification de l'économie gabonaise.

**Economie Gabon+ : M. le Directeur Général, un mot à l'attention de vos partenaires et de vos clients ?**

Au-delà de nos partenaires et de nos clients, il y a les autorités gabonaises que je voudrais rassurer quant à l'implication de Bolloré dans le développement de ce pays. S'agissant des deux dernières composantes, notamment nos clients et nos partenaires, nous leur garantissons la meilleure qualité de service. Elles

**E-commerce en Afrique (Cdiscount) : Les groupes Casino et Bolloré, signent un partenariat d'e-commerce.**

Les groupes Casino et Bolloré, via leurs filiales, annoncent la signature d'un partenariat pour lancer la marque Cdiscount en Afrique. Avec une première implantation en Côte d'Ivoire, dès cet été.

Les groupes Casino et Bolloré, via leurs filiales Cdiscount et Bolloré Africa Logistics, ont annoncé mercredi 4 juin 2014 avoir conclu un partenariat pour lancer la marque Cdiscount en Afrique. Une alliance qui permet aux deux groupes de s'appuyer sur leurs atouts respectifs et complémentaires.

Cdiscount, leader du e-commerce en France, prendra en charge l'implantation des filiales locales, la création des sites Internet et la gestion commerciale de l'activité e-commerce.

Bolloré Africa Logistics, leader de la logistique en Afrique, assurera les flux logistiques d'import vers l'Afrique, mais également les procédures de dédouanement et, à chaque fois qu'il le pourra, la prestation logistique nationale.

Le premier site de vente en ligne Cdiscount ouvrira dès cet été en Côte d'Ivoire. Il proposera une offre de base de 80 000 références, en high-tech, informatique, décoration, électroménager... aux tarifs les moins chers et qui tiendront compte de la spécificité du pays.

peuvent toujours nous faire confiance car nous répondrons toujours à leurs attentes.



plus de **200 Destinations** dans le monde en partenariat avec DHL Aviation

**La solution pour vos Imports - Exports !**

ASSISTANCE AEROPORTUAIRE



EN PARTENARIAT AVEC



DHL AVIATION



Lufthansa



B.P. 159 Libreville - Gabon - Tel.: +241 03 14 02 79 - 03 28 00 62 - 03 20 03 20 - Fax : 241 44 25 11  
corexdispatch@yahoo.fr-commercialcorexlv@yahoo.fr - www.corex-international.com



## ACTION RAPIDE TRANSIT (ART)

## Ebola freine les activités des opérateurs portuaires du Gabon

Le déclenchement de l'épidémie Ebola en Afrique de l'ouest a manifestement rompu les règles de jeux dans le secteur du transport maritime et de la logistique. Mme Alexandra Soler Lindor de la société de Transit ART (Action Rapide Transit), nous en parle à cœur ouvert, sans langue de bois depuis Port-Gentil.

Par Nargo



La logistique portuaire chez ART Gabon

ART Gabon, implanté à Port-Gentil et Libreville, évolue dans la profession de commissionnaire en douane, de shipping, de la logistique et de transporteur. Art Rapide Transit gère les opérations de logistique, en particulier tout le portefeuille du secteur pétrolier. Dans ce secteur spécifique et stratégique, elle prend en charge le projet logistique spécifique tel que le champ d'Anguille Marine, celui de Diaba, ONAL... ART équipe et assure l'interface entre toutes les parties (clients, équipages de navire, débardeurs, administration). Elle assure également la planification export et import maritime, terrestre et aérien, et le stockage des marchandises. Dans le but d'optimiser les performances de ses clients, ART consigne et entrepose leurs marchandises aussi longtemps qu'ils l'auront décidé, dans ses espaces de stockage sous Douane, en zone maritime. Sur le plan sécuritaire, le responsable HSE prépare et suit l'opération (PMRT) pour tout hors gabarit/Heavy.

## ART Gabon certifiée ISO 9001

Quant au respect de l'éthique et de la conformité, Mme Alexandra Soler Lindor, de la direction générale (seconde personnalité), affirme que, Art s'est engagée à développer son activité sur un ensemble de valeurs et de

principes qui affirment clairement son engagement éthique et sa responsabilité, à l'égard de ses clients, des employés, des fournisseurs, des partenaires. Son engagement pour la qualité de ses services et le respect de l'environnement, lui a valu la certification ISO 9001:2008 depuis juillet ART équipe assure l'interface entre toutes les parties (clients, équipages de navire, débardeurs, administration). Son engagement pour la qualité de ses services et le respect de l'environnement, lui a valu la certification ISO 9001:2008 depuis juillet 2014 pour ses installations de Port-Gentil. Art Libreville est également candidate à certification ISO 9001:2008 en 2015. La boucle sera alors bouclée pour le système de qualité basé sur les normes ISO 9001 et pour la satisfaction du client.

ART vise encore plus dans son objectif de comprendre les besoins de ses clients et de leur assurer des services de qualité en intégrant dans son système de gestion de la clientèle, un nouveau logiciel d'exploitation. Ce logiciel permettra aux clients de la société ART Gabon d'avoir une interface afin de suivre à distance l'état de leurs commandes. C'est dire les clients seront désormais informer de la progression des opérations en cours et seront au courant de toute difficulté ou retard pour planifier leurs activités en conséquence. Les rapports sont envoyés chaque

semaine et des rencontres sont organisées à fréquence régulière.

## Une immobilisation coûteuse

Abordant l'actualité du secteur du Transport et de la logistique de nos ports, Mme Alexandra Soler Lindor a affirmé que depuis deux mois, après le déclenchement de l'épidémie Ebola en Afrique de l'ouest, en particulier en Guinée Conakry, au Libéria et en Sierra Leone, L'ensemble de la profession (armateurs, shipping, consignataires, clients) a été « financièrement » touché. Par conséquent, tous les bateaux ayant accostés dans les ports touchés par Ebola n'ont pas pu accoster au Gabon en raison des règles strictes de sécurité et sureté mises en place par le gouvernement afin d'éviter toute contamination potentiel. Des contrôles de températures ont été effectués à l'aéroport et un contrôle renforcé sur les règles HSE au niveau du port (port des masques, gants. La période d'incubation étant de 21 jours, les armateurs ne

pouvaient pas se permettre d'attendre en rade pendant toute cette période. Une longue immobilisation des navires entrainerait des coûts supplémentaires importants d'autant que le coût moyen d'un bateau à quai est d'environ 20.000 dollars par jour.

C'est la raison pour laquelle, ils ont fait repartir les bateaux dans d'autres ports et affréter des feeders afin de transborder les conteneurs d'un navire à l'autre. C'est un manque à gagner aussi bien pour les armateurs, les transitaires, les acconiers, les opérateurs économiques du secteur de l'import et export, l'administration des douanes etc. Malheureusement pour certains importateurs, leurs marchandises ont été défectueuses pour les retards de débarquement des conteneurs dans les ports de destination. Les importateurs ont enregistré des pertes considérables, surtout ceux des grandes distributions. L'impact a été une baisse d'un mois des activités des opérateurs du secteur du transport maritime et de la logistique.

## EN BREF

## Conakry Terminal

**Un nouveau contrat de 8 M€ pour faire du terminal portuaire du Port Autonome de Conakry encore plus moderne et compétitif**

CONAKRY TERMINAL a signé avec SOGEA SATOM un contrat de 8 M€ soit 5,248 milliards de FCFA pour l'aménagement du terre-plein du terminal à conteneurs. Ce contrat, dont la durée d'exécution est de dix mois, a pour objectif de compléter les travaux déjà réalisés par Conakry Terminal et notamment la construction d'un nouveau quai gagné sur la mer.

À l'issue des travaux en septembre 2015, la capacité du terminal à conteneurs sera de plus de 20 ha, avec un quai de 600 m équipé de deux portiques de quai. Une centrale électrique sera également installée pour une alimentation en continu du terminal. A ce jour, Conakry Terminal totalise un engagement de près de 140 millions d'euros d'investissements (HT) conformément à notre business plan.

## Douala Terminal

**4 nouveaux portiques de parc pour fluidifier le trafic**

Douala International Terminal a officiellement mis en service 4 nouveaux portiques de parc sur le terminal à conteneurs. Ces portiques de parc sont destinés à accélérer la livraison des conteneurs et des navires. D'une capacité moyenne de 120 mouvements / heure, les 4 portiques de parc (RTG) opérationnels depuis le 12 août 2014, jouent un rôle essentiel dans l'amélioration de la productivité de DIT en accélérant notamment le traitement des conteneurs à l'import. Cet investissement, d'une valeur de 4 milliards de FCFA, vise à fluidifier le trafic au Port de Douala. Ainsi, le retour progressif à la normale amorcé il y a quelques semaines se poursuit. A ce jour, les taux d'occupation des parcs export et import sont respectivement de l'ordre de 67 % et 89 % contre 147 % en mai 2014.

DIT (Douala International Terminal) réaffirme sa détermination à poursuivre ses investissements pour renforcer la productivité au port de Douala. L'achat d'un 3ème portique de quai a été validé et devrait être livré dans les prochains mois. D'ici la fin de l'année, 2 grues mobiles de quai seront livrées. En l'espace de 3 mois, DIT, filiale de Bolloré Africa Logistics, a réalisé pas moins de 7 milliards de FCFA d'investissements sur le terminal à conteneurs pour améliorer sa compétitivité et jouer son rôle moteur dans l'économie du Cameroun.

**Un train rapide Yaoundé/Douala et une première ligne de bus électrique à Yaoundé opérationnels**

Bolloré Africa Logistics, a mis en service un

“InterCity”, reliant Yaoundé à Douala sans arrêt, en 3h40 seulement. Une première au Cameroun. Le même jour, il a été inauguré la première ligne de bus 100 % électriques, les Bluebus Bolloré 100 % électriques, qui transportera étudiants et enseignants dans l'enceinte de l'Université de Yaoundé I.

Les clients de Camrail pourront emprunter à partir du 5 mai prochain ce nouveau **train rapide entre Yaoundé et Douala** en toute sécurité. 4 trains par jour, 2 au départ de Yaoundé et 2 au départ de Douala, permettront aux passagers de voyager dans des voitures tout confort, climatisées ou ventilées, équipées de téléviseurs. Ce nouveau train offrira un service de transport express, sécurisé et confortable.

Enfin, cette toute première ligne de bus 100 % électriques permettra une optimisation des transports urbains, grâce à une technologie innovante mise au point par le Groupe Bolloré, la batterie électrique LMP (Lithium Métal Polymère), avec des bus silencieux, respectueux de l'environnement, doté d'une autonomie de 150 km. Accessible 6 jours sur 7, ce moyen de transport propre va permettre à près de 3 500 étudiants et enseignants de se déplacer chaque jour en toute sécurité sur une distance de plusieurs kilomètres au sein du campus de Yaoundé I. Là encore, une première au Cameroun et en Afrique Centrale.

**Solutions logistiques e-commerce Afrique**  
**Après la Côte d'Ivoire, Bolloré Africa Logistics et Cdiscount ouvrent un site au Sénégal**

Les internautes sénégalais pourront ainsi accéder à plus de 50 000 références disponibles sur le site Cdiscount. Ils pourront régler leurs commandes par divers moyens de paiements : mobile, espèces en point retrait, espèces lors de la livraison à domicile. **Cdiscount**, leader du e-commerce en France, a pris en charge l'implantation de la filiale locale, la création du site internet et la gestion de l'activité commerciale.

**Bolloré Africa Logistics** assure les flux logistiques d'import vers l'Afrique, les procédures de dédouanement et les prestations logistiques nationales. Les livraisons à domicile sont assurées par SDV Express, marque commerciale de Bolloré Africa Logistics Comme en Côte d'Ivoire, la filiale commune Cdiscount et Bolloré Africa Logistics créée au Sénégal s'appuie sur les atouts respectifs des 2 entreprises : l'expertise de Cdiscount dans le e-commerce et les compétences de Bolloré Africa Logistics dans la logistique et le transport.



Elevateur ART Gabon



**La ville de l'amour**  
**Le tarif de 296 600**  
**hors taxe sur Paris**

**Connecte Libreville**  
**tous les jours**  
**au monde**

Quartier London rue Ogouarouwe  
Plaque no. 14 PO BOX 12802, Libreville  
Tell office +241 01741315  
Cell +241 05322020

**Ethiopian**  
**የኢትዮጵያ**  
**THE NEW SPIRIT OF AFRICA**

A STAR ALLIANCE MEMBER





ENTRETIEN AVEC FRIDOLIN MVE MINTSA DU SENA

# « Aux enseignants, je garantis que nous défendrons leurs intérêts. »

A l'occasion de cette rentrée scolaire 2014-2015, nous avons eu un entretien avec Fridolin Mve Mintsa, Secrétaire Général du Syndicat National de l'Education Nationale (SENA) afin de faire l'état des lieux de l'enseignement au Gabon. Les problèmes révélés par Mve Mintsa ont essentiellement porté sur les nominations en gestation, la construction des salles de classe, le renforcement du matériel didactique, la valorisation de l'éducation et le respect des droits des enseignants.

Propos recueillis par Pambo Moussoungou



Fridolin Mve Mintsa

**Economie Gabon+ : L'année scolaire vient de débuter et déjà un préavis de grève ? Quelle appréciation faites-vous de la rentrée 2014-2015 ?**

**Fridolin Mvé Mintsa :** Cette année scolaire est très particulière en ce qu'elle a débuté sans ministre de tutelle. La quasi-totalité des fonctionnaires de l'éducation sont sous la hantise des mutations ou des nominations. Chaque responsable doit savoir le lieu de sa mutation pour bien préparer sa rentrée. Maintenant qu'il y a un nouveau ministre de l'Education et qui est une femme, nous nous posons la question de savoir si elle sera en mesure de résoudre tous les problèmes de l'Education nationale. Le SENA avait déposé le préavis de grève dès la rentrée du 29 septembre pour une échéance fixée au 7 octobre 2014. Or nous n'avons rencontré le nouveau ministre que le 7 octobre. Etant respectueux des pratiques syndicales, nous avons prorogé le préavis d'une semaine, un temps de répit pour permettre au ministre de prendre connaissance des dossiers. Le rendez-vous a donc été pris pour le mardi 13 octobre afin d'entrer dans les profondeurs des dossiers et des problèmes qui minent l'Education nationale.

**Les états généraux ont coûté de l'argent pour rien.**

**Economie Gabon+ : Les états généraux de l'Education se sont tenus en 2010 et ce n'étaient pas les premiers du genre au Gabon. Quelles ont été cette fois les mesures mises en œuvre pour une véritable réforme de l'Education ?**

**Fridolin Mvé Mintsa :** Les états généraux de l'Education se sont tenus en 2010 et à l'issue de ces rencontres un plan d'urgence a été décidé pour la période 2010-2013. Il fallait donc construire des salles de classe et renforcer le matériel didactique. Le plan d'action proprement dit devait entrer en vigueur en 2015. A ce jour, nous ne sommes même pas

à 25 % des décisions qui ont été prises en accord avec les partenaires sociaux, ayant un lien avec le monde de l'Education. Il était aussi question d'introduire l'apprentissage de l'anglais au primaire. Au moment où nous nous entretenons sur le sujet de l'Education dans notre pays, ce n'est bien évidemment pas le cas parce que rien n'est encore fait. Nous avons l'impression que l'Etat ou le gouvernement n'accorde pas d'importance à l'Education. Nous avons beaucoup d'établissements sans eau, sans électricité, sans table-banc. C'est comme si les états généraux nous ont coûté de l'argent pour rien. C'était en fait un coup d'épée dans l'eau.

**Economie Gabon+ : Quel bilan faites-vous des derniers examens, particulièrement du BEPC et du bac ?**

**Fridolin Mvé Mintsa :** Concernant le BEPC, il y a eu trop de fraudes. Plusieurs élèves ont été pris en flagrant délit de tricherie. Il y a eu trop de fuites des sujets d'examen. Au baccalauréat, il y a eu trop d'erreurs sur les épreuves. Pire, certains libellés des épreuves étaient mal formulés et donc incompréhensibles pour les candidats. De plus, toutes les réformes prises quant à la mise en place d'un bac qui se ferait une partie en 1<sup>re</sup> et l'autre en terminale, ont plutôt causé un imbroglio parce qu'elles ont été suspendues. Les organisateurs du bac se sont cependant trompés et l'on s'est retrouvé à la fin dans un cafouillage qui n'avait pas lieu d'être. Cela a donné ce que nous avons vu.

**Economie Gabon+ : Nous avons l'impression que ce sont toujours les enseignants qui sont chaque année en grève et ce depuis plus de 10 ans ? Êtes-vous les seuls fonctionnaires les moins nantis ?**

**Fridolin Mvé Mintsa :** Vous savez, l'on dit souvent que « lorsque l'oiseau chante la nuit, c'est que dans son nid a surgi un serpent ou

un danger ». C'est dire que si nous continuons à revendiquer nos droits, c'est parce qu'ils ne sont pas respectés. Nos problèmes ne trouvent pas toujours les solutions idoines qui auraient permis de juguler définitivement certaines de nos revendications. Mais ce n'est pas encore le cas parce que les problèmes perdurent et sont récurrents. A votre seconde question je répondrai par l'affirmative car, au regard de la spécificité du travail de l'enseignant, j'estime qu'il est malheureusement peu valorisé. Lorsque nous revendiquons nos droits, nous nous montrons raisonnables en respectant les délais requis parce que nous croyons volontiers à la parole donnée. Mais comme on a coutume de le dire, la patience a ses limites. Les enseignants travaillent le matin, l'après-midi et le soir. Par rapport à la spécificité de leur travail et la noblesse de leur métier, ils doivent être mieux traités.

**« Que l'Etat agisse avec promptitude pour que le système éducatif retrouve ses lettres de noblesse. »**

**Economie Gabon+ : Quelle appréciation faites-vous de la qualité de l'enseignement public au Gabon ?**

**Fridolin Mvé Mintsa :** Il faut reconnaître qu'elle n'est certainement pas la meilleure. Mais les enseignants font le maximum et dans des conditions difficiles pour donner le meilleur d'eux-mêmes. Il est difficile d'enseigner dans des salles de classe de 100 ou 150 élèves, dans lesquelles il manque le matériel didactique le plus élémentaire. Pire, certains de nos collègues ne sont même pas rémunérés pour leur labeur. Autant de choses

qui ne permettent pas à nos élèves de recevoir la meilleure éducation possible.

**Economie Gabon+ : Est-ce que cette situation ne conduit pas à un enseignement à deux vitesses ? Pendant que vous faites grève, vos collègues du privé font cours...**

**Fridolin Mvé Mintsa :** Ce que nous observons de cette situation atypique, c'est que l'Etat tue petit à petit l'école publique au profit de l'école privée. L'Etat n'est pas pressé d'appliquer à sa juste mesure les recommandations des états généraux de l'Education. Nous assistons malheureusement à une destruction du système éducatif public parce qu'aucune décision n'est prise pour son amélioration. Résultat, nous sommes en déficit d'enseignants. Or, les autorités pourraient recruter, pourquoi pas, des étudiants en fin de cycle en leur proposant une bonification de leur indice afin de les inciter à faire carrière dans l'enseignement.

**Economie Gabon+ : Vos souhaits et vos perspectives d'avenir pour une Education meilleure ?**

**Fridolin Mvé Mintsa :** Je souhaite que cette année ne soit pas interrompue ou entrecoupée par des d'arrêts intempestifs des cours. Que l'Etat agisse avec promptitude pour que le système éducatif retrouve ses lettres de noblesse. Aux enseignants, je garantis que nous défendrons leurs intérêts. Nous allons continuer à lutter car rien ne peut s'obtenir sans lutte syndicale pour que l'Ecole publique gabonaise soit l'une des meilleures.



**SOGABEL Société gabonaise de bobinage et d'électricité Fondée en 1986, Expertise & Expérience dans le secteur des machines électriques tournantes et statiques**

## METIERS

**Nous intervenons sur tous types d'équipement (sur site ou à bord de navire)**

Dépannage d'armoire électrique,  
Lignage laser  
Contrôle électrique (isollements, index de polarisation, etc.),  
Calibrage de poste à souder  
Alternateur, moteur asynchrone et courant continu, pompes submersibles, compresseur semi hermétique, armoire électrique, ventilateur, étuve, embrayage et electro-frein, poste à souder, pont roulant et groupe électrogène. **Rapport d'intervention détaillé sur demande.**

## MOYENS

Un atelier de plus de 600m2 aux normes et sécurité en vigueur  
Equipe de techniciens  
Pont roulant de 5 tonnes  
02 palans électrique monotrails 3,2 tonnes chaque  
02 tours à bobiner  
01 étuve atmosphérique de 1, 8 x 1,5 x 1,5 m  
01 étuve démontable de 3x 2 x 2 m  
01 banc d'essai moteur jusqu'à 200 kW  
02 véhicules d'intervention,  
01 stock important de matériel de bobinage et de pièces de recharge moteur  
01 système d'information automatisé pour le suivi des interventions

## REFERENCES

**Industries pétrolières :** Total, Shell, Perenco, Addax, Caroil, Maurel & Prom, Smp, Schlumberger, Sogara, Subsea7 - **Industrie Forestières :** Cbg, Cpbj, Cora Wood - **Marine :** Bourbon Offshore, Smit, Ortec Marine, Robert Marine, Peschaud, Promar Shipping, Tidewater Marine.

**Contact : Moussa Barro**

Email : moussa.barro@sogabel-pg.com

Adresse : carrefour forasol - BP. 1735 Port Gentil

tél : +241 01 55 58 91

fax : +241 01 55 59 16

web : www.sogabel-pg.com



# Enjeux de la RSE dans le contexte africain

La problématique de la Responsabilité Sociétale des Entreprises en Afrique sera débattue lors de la deuxième édition du forum international des pionniers de la RSE et de la croissance verte inclusive en Afrique organisé les 21 et 22 novembre 2012 à Tunis par l'Institut Afrique RSE et la Confédération des Entreprises Citoyennes de Tunisie. On peut prendre plusieurs inputs pour analyser la RSE en Afrique en procédant par catégories d'entreprises.

## Multinationales versus OCDE

Depuis l'adoption des principes directeurs de l'OCDE en 1976, les outils de RSE développés dans le monde sont orientés prioritairement vers les multinationales. Elles sont également la principale cible des ONG internationales qui dénoncent régulièrement leurs faibles engagements sociétaux. Face à ce constat, elles ont trouvé l'astuce de nouer des partenariats avec ces mêmes ONG, et ce sont finalement celles-ci qui, en échange de financements, valorisent leurs projets communs au détriment souvent des questions centrales en lien avec le cœur d'activité de l'entreprise.

L'autre enjeu majeur est l'ombre que les ONG internationales, qui sont dans une certaine mesure des multinationales, font aux ONG et syndicats locaux. Pour sortir de cette confusion et aller plus loin que la philanthropie, il est urgent que chaque filiale de multinationales en Afrique publie un reporting

RSE dont les questions centrales sont en lien avec l'activité industrielle. Sur cette base, on peut définir les modalités d'un partenariat public-privé pour la création de valeur partagée avec toutes les parties prenantes. L'obligation de reporting est d'ailleurs une exigence des articles 46 et 47 de la déclaration du Sommet de Rio organisé par l'ONU en juin dernier au Brésil. Il revient donc aux autorités africaines de fixer le cadre politique de la RSE.

## Transnationales africaines

Après la consolidation de leur marché national, nombreux sont les groupes africains lancés à la conquête des marchés des autres pays. Devenues de véritables multinationales, ces sociétés transnationales africaines ne sont pourtant visibles sur aucun radar mondial de RSE. A l'exception de quelques pays, l'absence de politiques publiques RSE, de sanctions pour non-respect des réglementations

sociales et environnementales, d'obligations par les bourses régionales de publier les rapports extra-financiers laissent le champ libre parfois à des dérives. Toutefois, ces entreprises perçoivent également qu'elles doivent remplir une mission sociétale. Mais elles réagissent souvent par philanthropie et non en suivant une démarche RSE bien structurée. Ici aussi le reporting et le partenariat public-privé dans une stratégie win-win sont également à mettre en œuvre. Mais comme pour les multinationales versus OCDE, le cadre politique reste à définir. L'Union Africaine peut impulser la dynamique. Mais nous sommes convaincus que les organisations patronales et le réseau des Chambres de Commerce et d'Industries africaines pourraient prendre le leadership sur cette thématique, d'autant que leurs membres sont directement concernés. Grâce à sa structuration tripartite (Gouvernement, Patronat et Syndicat), le département Afrique de l'Organisation Interna-

tionale du Travail serait un bon catalyseur de l'Agenda de la RSE sur le continent.

## PME / TPE

Il s'agit des entreprises qui sont légalement constituées mais dont le mode de fonctionnement se rapproche de l'informel, notamment pour les questions sociales et environnementales. La priorité ici est la sensibilisation des dirigeants aux enjeux stratégiques et économiques de la Responsabilité Sociétale des Entreprises. Il faudrait former quelques cadres et renforcer leurs capacités sur la RSE. La mise en place de celle-ci devrait suivre une démarche progressive. Dans un premier temps, on pourrait insister sur les indicateurs (eau, énergie et déchet) qui ont un intérêt économique immédiat pour l'entreprise. Parallèlement à la réduction des flux et des matières, on pourrait aussi mettre en exergue la relation entre la sécurité sociale du salarié (travail décent, contrat de travail et déclaration à la sécurité sociale) et la productivité de l'entreprise.

## Informel

Selon le Bureau International du Travail, le secteur informel fournit près de 72 % des emplois en Afrique. Ces emplois informels sont sous-payés, indécents et souvent exercés dans les conditions sanitaires et de sécurité déplorables. Certaines activités informelles (laboratoire photo, blanchisserie et garagiste), à cause de l'absence de système de management environnemental, ont des conséquences écologiques importantes. En plus d'échapper à la fiscalité des entreprises, le secteur informel a un coût sanitaire et écologique élevé pour la population et la collectivité. Dans le cadre d'un partenariat entre l'Etat, les Collectivités Territoriales et le secteur privé on pourrait imaginer une démarche progressive et par pallier vers la formalisation, avec quelques indicateurs de RSE comme substrat. Là aussi les patronats et les CCI ont un rôle important à jouer, car n'oublions pas que le secteur informel exerce une concurrence déloyale au secteur formel. On évoque aussi rarement la connexion entre l'informel et le formel en Afrique. C'est notamment le cas pour l'industrie agro-alimentaire et les opérateurs télécoms où les distributeurs finaux sont dans l'informel. Or ils n'apparaissent dans aucun rapport d'activités. Dans le cadre d'un partenariat avec les autorités publiques ou de la RSE suivi, ces industries formelles devraient soutenir la formalisation de leur chaîne de valeur.

La RSE, tremplin pour la formalisation de l'informel, sera l'un des grands débats du forum de Tunis. C'est la première fois que ce sujet sera abordé dans une rencontre internationale. Convaincus qu'il s'agit d'un enjeu majeur pour l'Afrique, nous allons continuer à approfondir cette problématique.

Malgré tous les outils de RSE existants, une Responsabilité Sociétale des Entreprises qui impacterait réellement l'économie africaine reste à définir. L'Afrique n'est pas seulement la nouvelle frontière de l'économie, elle est aussi le lieu de l'innovation sociétale. Il revient prioritairement aux Africains de puiser dans leur matière grise pour poser les bases de cette économie responsable dans notre contexte. Ensuite de faire appel à l'intelligentsia mondiale pour tracer les contours de cette économie durable avec des épices africaines.

## RISQUE D'INONDATION

### L'OCDE alerte sur la vulnérabilité croissante des villes côtières



« Les changements climatiques combinés avec l'augmentation rapide de la population, la croissance économique et l'affaiblissement des sols pourraient conduire à une multiplication par plus de neuf des risques d'inondation dans les grandes villes côtières d'ici à 2050 », alerte l'OCDE qui rend compte d'une étude publiée dans Nature Climate Change et réalisée dans le cadre d'un de ses projets de recherche. Intitulée « Pertes futures dues aux inondations dans les villes côtières », l'étude évalue à 52 milliards de dollars par an la somme des dommages potentiels en 2050 supportés par les 36 villes les plus expo-

sées. En 2005, ils s'établissaient à 6 milliards de dollars, rappelle l'OCDE.

Globalement, elle démontre que les protections côtières construites jusqu'à présent ne répondraient pas à de telles conditions et que des zones considérées actuellement comme sûres, comme Alexandrie en Egypte, Naples en Italie ou Sapporo au Japon, pourraient devenir vulnérables. Ces impacts ont été évalués en prenant en compte une hausse du niveau des mers liée à la fonte des calottes glaciaires de 20 à 40 centimètres d'ici à 2050.

Parmi les villes considérées actuellement

comme les plus à risque figurent notamment des villes nord-américaines (Miami, New York, La Nouvelle-Orléans, Boston et la baie de Tampa pour les Etats-Unis et Vancouver pour le Canada) et asiatiques (Nagoya et Osaka-Kobe pour le Japon, Canton et Shenzhen pour la Chine et Bombay pour l'Inde). Si la vulnérabilité est rapportée au niveau du bien-être atteint par la ville considérée, le classement change considérablement avec Canton, Guayaquil (Equateur), Hô-Chi-Minh-Ville (Vietnam) et Abidjan (Côte d'Ivoire) classées parmi les villes côtières les plus vulnérables.



AGIR CONTRE LE CANCER DU COL DE L'UTÉRUS ET DU SEIN

# Faites-vous dépister et vous vivrez

« Lorsque je me mobilise contre le cancer, pour une détection précoce du cancer du col de l'utérus, je ne m'engage pas seulement comme Première Dame. Je suis avant tout une femme, une mère, une sœur. Une femme qui agit pour d'autres femmes. Une mère, qui agit pour d'autres mères..... » C'est la préoccupation majeure de la fondatrice et présidente de la Fondation Sylvia Bongo Ondimba pour la Famille, dans un pays où le cancer du col de l'utérus reste le cancer le plus meurtrier (19,4% pour 11% du cancer du sein). Toutefois, 80% des cancers peuvent être guéris s'ils sont précocement détectés. C'est le message adressé à toutes les jeunes filles et aux femmes à partir de 25 ans.

Neltoth



Plus d'une dizaine de structures publiques de santé (CHU et centres publics de santé) ont été répertoriés et mis à la disposition des femmes pour être consultées gratuitement pendant cette période de dépistage du 6 au 31 octobre 2014. Longtemps en Afrique en général et au Gabon en particulier, le cancer a été stigmatisé comme étant une maladie des Blancs et des bourgeois. Aujourd'hui, les Africains ont fini par comprendre que le cancer est une maladie universelle et guérissable à hauteur de 80%, si elle est détectée et traitée à temps. C'est le message que la Fondation Sylvia Bongo Ondimba pour la Famille voudrait faire passer lors de cette campagne d'« **Octobre Rose** » sur le thème « **Agir contre le Cancer** ». Cette intense campagne de sensibilisation sur les cancers du sein et de l'utérus (la cause de plus de 400 décès annuels), mobilise 127 praticiens formés aux techniques de la détection précoce des cancers féminins et une caravane mobile de sensibilisation. Les structures d'accompagnement de cette campagne ne sont pas en reste : 14 unités de détection précoce et 4 unités de diagnostic sont opérationnelles.

La campagne « Agir contre le Cancer » s'inscrit résolument dans le cadre de la 21<sup>e</sup> année consécutive du mois de sensibilisation dénommé « **Octobre Rose** » à travers le monde. Ce mois est donc dédié aux cancers féminins et plus spécifiquement au dépistage du cancer du sein. Tout au long dudit mois, la Fondation Sylvia Bongo Ondimba pour la Famille a organisé des manifestations pour faire prendre conscience aux femmes, tous les âges confondus, que le cancer n'est pas un sujet tabou et qu'il faut nécessairement se faire consulter par des professionnels de la santé formés au dépistage pour une détection précoce des cancers du sein et du col de l'utérus. Sauver la vie d'une femme, c'est sauver l'humanité.

**6.386 femmes sensibilisées pour seulement 274 examinées**

Au bout d'une semaine de sensibilisation tous azimuts, 6.386 femmes ont été informées de la nécessité d'un dépistage précoce, garant d'une chance de guérison certaine. Seulement 274 femmes ont été examinées mais la sensibilisation se poursuit et les hésitantes devront se résoudre à accepter le dépistage, brisant ainsi le tabou. Pour preuve, 3.599 appels téléphoniques ont été reçus sur la ligne 1455 (8 téléopérateurs formés répondent aux questions des femmes sur les cancers féminins, la détection précoce, les centres opérationnels et l'institut de cancéro-

logie de Libreville). La fondation se félicite de cet engouement des jeunes filles et des femmes à s'informer, mais le plus important est de se faire dépister afin de recevoir des traitements appropriés à l'institut de cancérologie et pouvoir guérir. L'initiative de la

Fondation Sylvia Bongo Ondimba pour la Famille ne relève pas d'une simple assistance humanitaire, mais d'une réelle implication à la cause de la Femme gabonaise et surtout à sa vie parce que, dit-elle, « *il n'y a que des vies prioritaires* » qu'il faut sauver.

## Une priorité de santé publique

Au Gabon, les cancers les plus fréquents, tous sexes confondus, concernent principalement le cancer du col de l'utérus (19,4%), le cancer ORL (17,6%), les lymphomes (12,9%) et le cancer du sein (11%). Chez la femme, les cancers les plus fréquents sont le cancer du col de l'utérus (25%), le cancer du sein (13,4%), le cancer ORL (9,3%) et les lymphomes malignes (7%). Ce haut niveau

de prévalence a été le détonateur des actions de dépistage des cancers du col de l'utérus et du sein, menées par la Fondation et dont les résultats enregistrés d'avril à août 2014 ont été encourageants. 1538 femmes de plus de 25 ans ont été examinées et le diagnostic a révélé 33 lésions précancéreuses qui ont été traitées sur place à l'aide de la résection et de l'anse diathermique ; 20 femmes référées vers l'institut de cancérologie pour un traitement ; 13 femmes présentant des modules au sein ont été également référés à l'ICL. Quant au cancer du sein, 915 femmes de plus de 25 ans ont été examinées dans les 13 unités de détection précoce et 12 femmes référées vers l'ICL pour traitement. Au regard de ces chiffres, les cancers féminins sont devenus une priorité de santé publique.

 **Agir contre Le Cancer**

## Les cancers féminins

# Parlez-en

## aux femmes que vous aimez

Appelez le **1455**, ligne gratuite et anonyme.



ISSEC - IC

# La qualité de l'enseignement supérieur au service du développement

**L'Institut Supérieur des Sciences Economiques et Commerciales, de l'Information et de la Communication (ISSEC-IC), créé en 2004, a véritablement pris son envol, de l'aveu même de son fondateur, en 2006 -2007, avec la mise en place d'un Brevet de technicien supérieur (BTS).**

Pambo

L'Institut a été accompagné pendant deux ans par le ministère de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle dans le cadre de l'instauration d'une Licence professionnelle en Gestion des Ressources humaines. Une spécialisation en formation technique mise en place par rapport au besoin en capital humain dans les métiers recherchés par les entreprises. Aux termes de ce partenariat public-privé, l'Institut a volé de ses propres ailes en comptant sur ses propres forces.

L'école a dû pour les besoins des entreprises et de certaines institutions publiques et privées, intégrer dans son programme de formation d'autres Licences. Pour mettre en place les spécialités, l'établissement a, au préalable, fait une enquête. Les résultats de celle-ci ont révélé que compte tenu de la faiblesse du tissu économique, il était important de former des étudiants polyvalents aptes à servir dans tous les compartiments d'une entreprise et dotés d'un esprit créatif, d'innovation, de management.

Les Licences qui sont délivrées à l'ISSEC-IC concernent la Finance, la Comptabilité et le Développement, la Qualité Hygiène, Sécurité et Environnement, la Gestion des Ressources humaines, le Marketing, la Logistique et le Transport.

## Aménagement, décentralisation et développement territorial

Il est important de préciser que l'ISSEC-IC, dans son souci de proximité et d'approche de la réalité socio-économique du pays et de la demande des entreprises, a mis en place des filières innovatrices en Licence professionnelle. Il s'agit d'une Licence en Juriste d'entreprise, d'une autre en Management des projets touristiques, et d'une autre en Informatique industrielle et Administration des réseaux.

Et depuis 2009-2010 l'ISSEC-IC offre des formations en Master qui suivent pour la plupart les filières de Licence. En Master I les étudiants suivent d'abord un tronc commun et ensuite se spécialisent en Master II. La nouveauté majeure est sans doute l'instauration de la Classe Préparatoire aux Grandes Ecoles scientifiques. Les étudiants seront essentiellement formés en Maths, Physique-Chimie, Biologie, Géologie et les débouchés seront internes et externes. A la sortie des deux ans de formation, les apprenants peuvent continuer au sein de l'établissement ou passer des concours pour entrer dans les Grandes Ecoles d'ingénierie. Le chef d'établissement tient à dire que son but n'est pas de concurrencer les Grandes Ecoles existantes comme l'Ecole polytechnique de Masuku mais de donner une formation complémentaire. Enfin, il est intégré, dans le programme de l'année académique 2014-2015, la formation en journalisme placée sous la direction d'un spécialiste en information et communication avec une expérience avérée dans le monde francophone, anglophone et doté d'une bonne culture nipponne.

## Ressources pédagogiques de haut niveau

Le corps professoral est composé d'un panel d'enseignants hautement qualifiés et des intervenants issus du monde professionnel. L'école dispose d'une bibliothèque de proximité dotée de ressources documentaires, de trois salles informatiques équipées d'un parc d'ordinateurs et d'une connexion internet haut débit. L'ISSEC-IC a enfin tissé de solides partenariats avec des entreprises et des administrations de la place pour permettre aux étudiants d'avoir des stages professionnels. C'est dans ce cadre que l'éta-

blissement a signé une convention avec la Bourse des Valeurs Mobilières de l'Afrique Centrale (BVMAC).

## Etudiants boursiers de l'Etat

Il est important de préciser que quand une école supérieure naît, elle vient combler les manquements de l'Etat en formation professionnelle et aux métiers, tout en répondant aux normes pédagogiques de l'enseignement supérieur au Gabon. Lorsque la question des étudiants boursiers de l'Etat se pose aux établissements supérieurs privés du Gabon comme elle s'est aussi posée à l'ISSEC-IC, celui-ci a anticipé en déposant les dossiers de ses étudiants auprès des autorités de tutelle. Pendant que le chef d'établissement se préparait à recevoir la délégation du ministère de l'Enseignement supérieur, la liste des établissements qui allaient recevoir les étudiants a été publiée et l'ISSEC-IC n'y figurait pas. Grande fut la surprise des dirigeants de l'ISSEC-IC qui ont été les premiers à déposer les dossiers des étudiants. C'est malheureux que ce soit ainsi et ce sont en fin de compte les étudiants qui en font les frais. Or dans les pays développés, à l'exemple de la France que nous connaissons le mieux, les grands établissements supérieurs d'excellence sont privés. Par conséquent, il est de bon ton que l'Etat gabonais fasse confiance aux établissements privés tout en leur exigeant de la qualité dans les enseignements.

## Ce qu'il faut retenir de l'ISSEC-IC

L'objectif principal de l'établissement est de mettre sur le marché de l'emploi un capital humain bien formé, professionnellement apte à travailler et à manager. C'est dans ce contexte qu'il demande à être évalué afin de démontrer ses performances pédagogiques et académiques. Ses références se mesurent par les résultats de ses étudiants au concours du BTS. L'ISSEC-IC a été pendant trois ans le n°1 en nombre d'admis au BTS à en juger par les meilleures moyennes de ses étudiants et le meilleur pourcentage de réussite. Mieux, la direction de l'établissement

n'a jamais reçu de plaintes des employeurs de ses étudiants. Au contraire, elle n'a eu que de bons retours. A ce jour, cinq (5) des anciens étu-

dants de l'ISSEC-IC sont des directeurs en Gestion de Ressources humaines dans des entreprises de la place.



**INSTITUT SUPÉRIEUR DES SCIENCES ECONOMIQUES COMMERCIALES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (I.S.S.E.C-I.C.)**  
Tél. : (241) 07289237 / 07366773 / 05720032  
Email : issecbreville@yahoo.fr  
Site web : www.issec-gabon.com

*« L'excellence au service du développement »*

- Classes préparatoires aux grandes écoles scientifiques
- DUT/BTS/DTS
- Licence professionnelle
- Master professionnel



**INSTITUT DES TECHNIQUES AVANCEES**  
*Le Spécialiste de la formation*  
Reconnu par l'Etat Gabonais sous le N° 025/ MTERHFP du 13/12/89 du Ministère de la Formation Professionnelle et sous le N° 002/MESRIT du 16/01/2006 du Ministère de l'Enseignement Supérieur



**FORMATIONS EN BTS/DTS**

| DOMAINE TERTIAIRE                 | DOMAINE INDUSTRIEL               |
|-----------------------------------|----------------------------------|
| ✓ Comptabilité - gestion          | ✓ Génie civil                    |
| ✓ Action commerciale              | ✓ Électrotechnique               |
| ✓ Informatique de gestion         | ✓ Électronique informatique      |
| ✓ Gestion des ressources humaines | ✓ Maintenance industrielle       |
|                                   | ✓ Réseaux et télécommunication   |
|                                   | ✓ Chef de chantier (génie civil) |

Durée de formation 2 ans  
Recrutement pour les 1<sup>ères</sup> années sur concours

**FORMATIONS EN LICENCES PROFESSIONNELLES EN PARTENARIAT AVEC L'UNIVERSITE AMADOU HAMPATHE BA DE DAKAR SÉNÉGAL (ACCREDITATION CAMES)**

| DOMAINE TERTIAIRE                                                  | DOMAINE INDUSTRIEL                                                     |
|--------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|
| ✓ Licence pro en Banque-Assurance                                  | ✓ Licence pro en électronique et informatique des systèmes industriels |
| ✓ Licence pro en Gestion des Ressources Humaines                   | ✓ Licence pro en économie de la construction (génie civil)             |
| ✓ Licence pro en Techniques comptable et financières               | ✓ Master I en électronique et informatique des systèmes industriels    |
| ✓ Licence en Marketing et gestion internationale                   | ✓ Master I en économie de la construction (génie civil)                |
| ✓ Master I et II en Droit des Affaires et Fiscalité                |                                                                        |
| ✓ Master I et II en Administration des Collectivités territoriales |                                                                        |
| ✓ Master en Gestion des Ressources Humaines                        |                                                                        |

**SIÈGE SOCIAL : ITA sis au 288 Avenue de Contet • B.P. 498 Libreville**  
Tél : +(241) 01-74-69-51 / 01-20-41-80 • Fax : +(241) 01-76-08-86  
E-mail : institutita@yahoo.fr • site web : www.itagabon.com

**I.T.A. Les Formations adaptées aux besoins des Entreprises**



ENTRETIEN AVEC ZOUHEIR AZZEDDINE ESSAID, DIRECTEUR DE FORMATION

# Un centre de formation aux métiers de la sécurité industrielle et de la formation professionnelle à Libreville

**Au démarrage avec des professeurs marocains. Mais l'objectif est de former des formateurs gabonais qui prendront la relève avec l'accompagnement pédagogique de SOTASERV lié par convention avec le Centre de formation et de développement des métiers de la sécurité en France.**

Propos recueillis par Dr Neltoth

**Economie Gabon+ : « Action Lumière » au Gabon vise à développer des partenariats industriels, de services et de formation, et à vendre le savoir-faire marocain. SOTASERV est partie prenante de cette caravane qui sillonne le Burkina Faso, le Gabon et le Congo. Quel est le projet de votre structure de formation ?**

**Zouheir Azzeddine ESSAID, Directeur de formation :** Je m'en voudrais si je n'adresse pas mes sincères remerciements pour l'accueil si chaleureux qui nous a été réservé par tous nos frères gabonais. Nous sommes très honorés de la présence à l'ouverture du forum, du Premier ministre, Chef du gouvernement, des membres de son gouvernement, des élus gabonais et du Président de la Chambre de Commerce, Jean Baptiste Bikalou. Revenons à ce séminaire africain dénommé « Action Lumière », organisé conjointement par le Centre marocain de promotion des exportations et le Fenelec, qui nous a permis de parcourir trois pays différents, géographiquement j'entends, mais liés fraternellement et culturellement par une longue amitié grâce à notre défunt souverain Hassan II, que Dieu ait son âme, et actuellement sous la vision de notre Majesté Mohammed VI, que Dieu le préserve.

L'étape du Gabon est cruciale pour nous parce que notre organisme de formation, spécialisé dans l'accompagnement sécuritaire, projette de créer à Libreville, un centre de formation dédié aux métiers de la sécurité industrielle et de la formation professionnelle. SOTASERV offre une large gamme de formations avec un personnel qui dispense des formations à des clients locaux, nationaux et internationaux dans les disciplines de la qualité, de la sécurité et de l'environnement.

SOTASERV est une société de droit marocain, créée en 2006, liée au Centre de formation et de développement des métiers de la sécurité en France, par une convention qui certifie et qualifie nos formations avec des diplômes français délivrés sous l'égide du Ministère français de la Formation professionnelle. Nos diplômes marocains sont validés par ce Ministère et bientôt ils le seront aussi pour les diplômes gabonais en sécurité industrielle.

« Nous avons un groupe de formateurs marocains, praticiens expérimentés avec un arrière-plan industriel, maîtrisant le sujet sur lequel ils forment et enrichissent la formation par leurs vécus et leurs expériences sur le terrain. »

**Economie Gabon+ : De quel groupe professionnel disposez-vous pour faire du centre de formation en sécurité industrielle de Libreville un pôle d'excellence de formation internationale ?**

**Zouheir Azzeddine ESSAID, Directeur de formation :** Les connaissances, les aptitudes, l'expérience et la formation sont les facteurs contribuant à acquérir des compétences chez les personnes. La formation continue est un

élément essentiel de l'amélioration de la compétence des employés dans l'organisation. Nous accordons une attention particulière pour le contenu de la formation, son alignement avec les exigences des clients et des normes, la structure du programme de formation et la compétence des formateurs. Nous avons un groupe de formateurs marocains qui sont des praticiens expérimentés avec un arrière-plan industriel. Ils maîtrisent le sujet sur lequel ils forment et enrichissent la formation par leurs vécus et leurs expériences sur le terrain. Notre différence réside dans un personnel spécialisé qualifié dans le domaine de la formation et notre pédagogie met un accent particulier sur la participation active des stagiaires dans les sessions d'études de cas, la résolution des exercices pratiques ou dans les simulations.

trois professeurs pour démarrer nos activités de formation, mais notre objectif reste de former de futurs formateurs qui puissent prendre le relais et assurer la pérennité de la formation professionnelle dans le secteur de la sécurité industrielle. Cette école sera une école de droit gabonais avec la couverture des Ministères marocain et français pour la certification et validation des diplômes qui seront délivrés au Gabon.

**Economie Gabon+ : La véritable préoccupation des étu-**

dants admis dans les grandes écoles, les centres de formation et les universités privées est celle des stages en entreprise. Alors comment vous prenez-vous pour répondre à cela au Gabon ?

**Zouheir Azzeddine ESSAID, Directeur de formation :** Nous sommes conscients de cette situation d'ordre pédagogique dans la mesure où notre pédagogie met un accent particulier sur la participation active des stagiaires dans les sessions d'études de cas, la résolution des exercices pratiques ou dans les

simulations. Pour répondre à ce besoin de formation pratique en entreprise, nous avons de grosses entreprises marocaines implantées au Gabon dans des secteurs industriels aussi divers que l'électricité, la cimenterie, les télécommunications, la construction immobilière, etc., qui ouvriront leurs portes à nos étudiants. Nous garantirons donc la période de stage entre 15 jours et 3 semaines pour nos étudiants au sein de ces entreprises afin qu'ils mettent en pratique les connaissances théoriques acquises dans notre établissement.



INTERNATIONAL SCHOOL OF GABON RUBAN VERT

## Nous leur ouvrons la porte du monde.



En plein cœur de Libreville, **Ruban Vert**, établissement d'excellence unique en Afrique Centrale, accompagne personnellement vos enfants pour qu'ils comptent parmi les meilleurs. Nous confier vos enfants, c'est leur permettre d'exprimer leur talent et de relever les défis du 21<sup>ème</sup> siècle, grâce à un programme pédagogique multilingue, une équipe enseignante internationale, la valorisation des sciences, de la technologie, des arts vivants. Nous leur ouvrons la porte du monde.

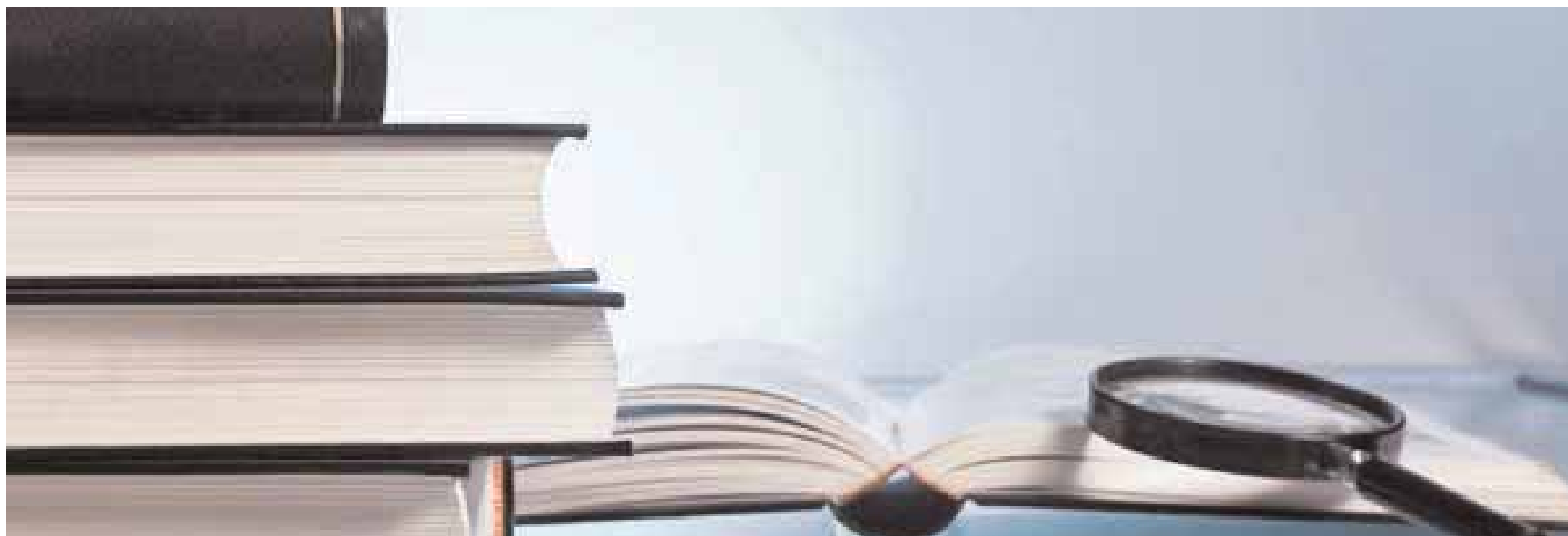
Pour toute information contactez le (+241) 01 44 26 70 / 04 84 33 80  
E-mail : [admissions@ecolerubanvert.com](mailto:admissions@ecolerubanvert.com) • [www.ecolerubanvert.com](http://www.ecolerubanvert.com)

*Inspiring passion for learning*



## ENTREPRISES ET DROITS DE L'HOMME

# Comblant le fossé entre la loi et la pratique



Le respect des droits humains dans le monde entier est l'un des défis les plus importants à relever par les entreprises. Il s'agit de créer un climat juridique dans lequel les droits humains peuvent prospérer et où ils ne sont pas seulement des exigences éthiques fondamentales, mais des conditions préalables à la stabilité politique durable et au développement économique et social. Les clauses des droits de l'homme sont des conventions en vertu du droit international et donc des accords entre les Etats. Cela signifie que, dans le premier cas, les Etats sont responsables de la mise en œuvre des droits de l'homme. Dans le débat sur les possibilités et les voies vers une meilleure application des droits de l'homme, l'activité économique des entreprises multinationales joue un rôle de plus en plus important depuis la fin des années 1990.

En 2003, une sous-commission de la Commission des Nations Unies sur les droits de l'homme a présenté les projets de normes sur les responsabilités des sociétés en matière de droits de l'homme. Ces projets de normes portent sur le devoir des Gouvernements de faire respecter les droits de l'homme dans les entreprises, parfois de manière contraignante. En 2004, ces projets de normes ont été lancés par la Commission des Nations Unies sur les droits de l'homme et un représentant spécial pour les droits de l'homme et des entreprises multinationales a été nommé, le Pr John Ruggie - qui en 2008 a proposé un concept des droits de l'homme et des sociétés basés sur trois principes :

Le devoir de l'État de protéger contre les vio-

lations des droits de l'homme, y compris par les entreprises, par des politiques appropriées, la réglementation et la résolution des conflits.

La responsabilité des entreprises de respecter les droits de l'homme, en agissant avec diligence pour éviter d'enfreindre les droits d'autrui.

L'accès à un recours effectif pour les victimes de violations des droits de l'homme, y compris par les tribunaux ou les processus internes.

L'OIE a salué ces principes de protéger, respecter et réparer du Pr Ruggie, car il distingue clairement entre les responsabilités des différents acteurs, et précise l'interface complexe entre les droits de l'homme et les sociétés. Sur la base de ce concept à trois piliers, le Pr Ruggie a développé les principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme qui ont été approuvés à l'unanimité par le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies en juin 2011. D'autant que ces principes n'imposent pas de nouvelles obligations juridiques, ou de changer les instruments des droits de l'homme existants, mais plutôt d'articuler ce que ces instruments établis signifient, et de combler le fossé entre la loi et la pratique. Comme un suivi, le Conseil des droits de l'homme a mis en place un Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales pour promouvoir la diffusion et la mise en œuvre des principes directeurs efficaces et complets. Les messages clés de l'OIE aux Groupes de travail sont qu'ils doivent :

– Suivre l'approche consultative adoptée

par le Pr Ruggie, y compris l'engagement direct avec les parties prenantes dans les différentes régions et, de même, la tenue d'un Forum annuel de l'ONU sur les entreprises et les droits de l'homme dans les différentes régions.

- Adopter une approche équilibrée, donnant des quantités égales d'attention et d'efforts pour promouvoir l'adoption et la mise en œuvre des trois piliers du cadre de protection-respect-remède.
- Se concentrer d'abord sur la diffusion et

la sensibilisation des principes y compris les traduire en un large éventail de langues.

- Veiller à ce que les recommandations du Groupe de travail soient compatibles avec le cadre des Nations Unies et les principes directeurs.
- Reconnaître le rôle de premier plan de l'OIT dans les questions sociales et du travail.

Source : www.ioe-emp.org



**Découvrez  
notre nouveau site !**



## EXPOSITION À L'INSTITUT FRANÇAIS

## Le CEFEB a 50 ans

## Entrée libre

Le CEFEB, l'université d'entreprise de l'Agence Française de Développement, fête cette année ses cinquante ans. Le Centre d'Etudes Economiques, Financières et Bancaires a été créé le 19 juin 1963 à l'initiative de la Caisse Centrale de Coopération Economique sous la forme d'une association de type loi de 1901, avec pour mission d'assurer la relève des expatriés par des cadres africains. Aujourd'hui département de l'AFD,

installé à Marseille, le CEFEB a, depuis l'origine, accueilli dans ses séminaires, stages ou formations longues, près de 18 000 auditeurs et stagiaires de plus de 60 pays.

Pour fêter le cinquantième du CEFEB, l'Agence Française de Développement (AFD) organisé du 20 octobre au 1<sup>er</sup> novembre, à l'Institut Français de Libreville, une exposition axée sur la formation, le développement durable et l'E-Learning.

## HOMMAGE

Le Directeur de publication Philippe Chandezon et le Comité de rédaction rendent un vibrant hommage au grand Capitaine de l'industrie pétrolière française, Christophe de Margerie, PDG du Groupe Total, disparu dans un tragique accident d'avion.

Toutes nos sincères condoléances à sa famille, aux Dirigeants et aux salariés de Total Gabon.

## CONSO &amp; SANTÉ

## GUERRE CONTRE LE SEL

## Trop de sel c'est mauvais pour le cœur

**Congrès mondial de cardiologie 2014 pour mettre un coup de projecteur sur l'un des principaux moteurs de la maladie cardiovasculaire, le sel. Plus de 17,3 millions de décès liés chaque année aux maladies cardiovasculaires (MCV).**



Les experts conviennent que la plupart des populations consomment trop de sel, une habitude qui est liée à l'un des principaux facteurs de risque de maladies cardiovasculaires, de l'hypertension artérielle. Sur 17,3 millions de décès liés aux MCV chaque année, plus de la moitié d'entre eux - 9,4 millions - sont liés à l'hypertension. L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) recommande que les adultes ne devraient pas

avoir plus de 5 g de sel par jour - moins d'une cuillère à café pleine, cependant, dans la plupart des pays, l'on consomme en moyenne entre 9 et 12 g par jour.

La majorité du sel que nous consommons est déjà dans notre nourriture, avec une estimation de 75% de notre consommation de sel dans des aliments tels que le pain, les céréales de petit déjeuner et les viandes transformées. Si les gens étaient au courant de la quantité



## Le Congrès mondial de cardiologie (COE)

Le Congrès mondial de cardiologie est le congrès officiel de la Fédération mondiale du cœur et se tient tous les deux ans. Le Congrès rassemble des milliers de cardiologues et d'autres professionnels de la santé de partout dans le monde et représente un forum important pour discuter de tous les aspects de la prévention du traitement des maladies cardiovasculaires. Quant à la Fédération mondiale du cœur, elle est à la tête de la lutte contre les maladies du cœur et les AVC, avec un accent sur les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, via une communauté unie de plus de 200 organisations membres qui réunit la force de sociétés cardiaques et fondations du cœur de plus de 100 pays.

Il aligne ses efforts autour de la cible liée à l'OMS d'une réduction de 25% de la mortalité prématurée par maladie cardiovasculaire d'ici à 2025. La Fédération mondiale du cœur travaille à renforcer l'engagement mondial pour aborder la santé cardio-vasculaire au niveau de la politique, génère et échange des idées, partage les meilleures pratiques, les progrès de la connaissance scientifique et favorise le transfert des connaissances pour s'attaquer aux MCV, tueur numéro un dans le monde.

grande conférence internationale qui se tient chaque deux ans pour s'attaquer aux problèmes les plus urgents de la planète en matière de santé et de maladies cardiovasculaires.

Source : [www.worldcardiocongress.org](http://www.worldcardiocongress.org)

de sel cachée dans les aliments et adhéraient aux directives de prise de sel actuelles, plus de 2,5 millions de décès pourraient être évités chaque année.

## Une vie meilleure et plus saine pour le cœur

Pourtant, le nombre de décès par maladies cardiovasculaires est en hausse. En 2030, il est estimé à augmenter de plus de 23 millions de personnes. Il y a des appels de la communauté internationale pour réduire encore l'allocation quotidienne de sel recommandée pour réduire la mortalité prématurée par maladie cardiovasculaire. Mais une question demeure : quel est l'objectif idéal et comment pouvons-nous y parvenir ?

« Le Congrès mondial de cardiologie est unique dans son rôle de plate-forme mondiale pour les approches fondées sur les résultats de santé et cardio-vasculaire. Aucun autre Congrès ne réunit un tel éventail de leaders régionaux et mondiaux pour partager les dernières découvertes scientifiques et partager les meilleures pratiques dans la prévention et la gestion des maladies cardio-vasculaires dans une variété de paramètres cliniques, pour en faire bénéficier les patients des pays à travers le monde », assure le Pr Srinath Reddy, président de la Fédération mondiale du cœur.

Le Congrès mondial de cardiologie est une



AU GABON  
PLUS DE 1300 PERSONNES  
À VOTRE SERVICE  
DANS DE NOMBREUX MÉTIERS



**Bolloré**  
AFRICA LOGISTICS

SHIPPING • MANUTENTION • AGENCE DE VOYAGES • CHANTIER NAVAL •  
TRANSIT MARITIME ET AERIEN • BASE LOGISTIQUE • IMMOBILIER • COMMUNICATION

**Libreville** Zone Portuaire d'Owendo • Tél : +241 01 70 26 35 / 36 • Fax : + 241 01 70 15 54 // **Port - Gentil** Zone Portuaire Oprag • Tél : +241 01 55 56 45 • Fax : +241 01 55 56 42  
// **Direction Commerciale** Zone Portuaire d'Owendo • Tél : +240 01 70 43 88 // +241 01 70 20 27 • Fax : +241 01 70 15 54 • e-mail : sales.gabon@bollore.com // **SDV Voyages**  
Galerie Mbolo • Tél : +241 01 74 31 28 / 29 // +241 01 76 16 34 • Fax : +241 01 77 21 80 • e-mail : voyage.lbv@bollore.com



moovclub

# Entre nous, c'est **GRATUIT**!



no limit\*

Exclusif! Créez par sms votre flotte moovclub et bénéficiez des appels gratuits entre membres et des tarifs préférentiels vers les autres réseaux.

## Comment créer votre flotte?

Etape 1: choisissez et envoyez le nom de votre club par SMS au 177

Etape 2: vous recevrez par SMS le code à 4 chiffres de votre club

Etape 3: communiquez le code à chaque membre de votre club

Etape 4: pour s'inscrire, chaque membre envoie le code de son club par SMS au 177

Bienvenue au club!

- ✓ Appels intra-flotte à **0 F \***
- ✓ Abonnement Mensuel : ~~5000~~ **2 900 F/ligne**
- ✓ Membres minimum par club : ~~5~~ **3**

(\*) Appels en intra-flotte, du lundi au vendredi de 00H à 18H et 24H/24 le week-end.



[www.facebook.com/moovgab](http://www.facebook.com/moovgab)

groupe  
**etisalat**

[www.moov.ga](http://www.moov.ga)

[serviceclients@moov.ga](mailto:serviceclients@moov.ga)

Service Client : 4443 (payant : 25 F l'appel) ou 4445 (gratuit)